

## CHAPITRE PREMIER

### La crise est mûre

#### L'APPEL DE LÉNINE À L'INSURRECTION

L'automne de 1917 touchait à sa fin. Dans les tranchées, c'était la boue, l'humidité. Des millions de soldats sur le front, maudissant le Gouvernement provisoire, se demandaient, le cœur serré d'angoisse, s'ils allaient vraiment rester là un quatrième hiver. La nuit, dans les campagnes, le ciel s'éclairait de la lueur des incendies. Le tocsin sonnait l'alarme. Les paysans travailleurs, n'espérant plus recevoir la terre des mains du Gouvernement provisoire bourgeois, mettaient le feu aux domaines des nobles, s'emparaient des terres seigneuriales, se partageaient le cheptel. Dans les villes, les grèves ouvrières se succédaient, s'amplifiaient comme les vagues à la marée montante. Une nouvelle révolution approchait, que Lénine avait prédite, qu'il attendait et préparait.

Après la fusillade de la manifestation de juillet 1917, Lénine, poursuivi de près par la contre-révolution, était passé à l'action clandestine. Les premiers jours, il se cacha à Pétrograd, dans le modeste logement d'un vieux bolchévik, S. Allilouev, rue 10<sup>e</sup> Rojdestvenskaïa, n° 17 a. Le chef du Parti bolchévik occupait au quatrième étage une petite pièce à une fenêtre.

Le Gouvernement provisoire avait promis une récompense à quiconque capturerait Lénine. Les mouchards filaient tous les militants en vue qui assuraient la liaison avec Vladimir Ilitch ; ils pouvaient facilement tomber sur sa piste. Le 11 juillet, Lénine se transporta hors la ville dans une petite localité, située près de Sestroretsk. Staline et Allilouev l'accompagnaient à la gare.

Avant le dernier coup de cloche, raconte Allilouev, Vladimir Ilitch sortit sur la plate-forme arrière du wagon de queue. Le train se mit en marche. Le camarade Staline et moi, nous restions sur le quai à suivre des yeux la chère silhouette.<sup>1</sup>

Lénine s'installa à Razliv. Près de la station était une petite maison avec un hangar surmonté d'un grenier où l'on serrait les foin ; un escalier raide y conduisait. On hissa au grenier une table et deux chaises. C'est là que Lénine

---

<sup>1</sup> S. Allilouev, « Rencontres avec Lénine et Staline ». Dans : *Aux jours de la grande Révolution prolétarienne. Épisodes de la lutte de Pétrograd en 1917. Histoire de la guerre civile*. 1937, p. 80.

élut domicile. Cependant, le danger subsistait même en dehors de la ville. Autour, flânaient les estivants, des fonctionnaires et des officiers, qui malignement répandaient des ragots sur la prétendue fuite de Lénine en Allemagne. Dès lors, Vladimir Ilitch prend le parti de se cacher dans un lieu plus sûr, en forêt. Derrière la gare, au bord d'un petit lac, s'étendait une prairie. L'endroit était désert, retiré. Les estivants y étaient rares. Seuls des faucheurs habitaient dans le voisinage. C'est sous les dehors d'un faucheur, muni d'une pièce d'identité au nom de Constantin Pétrovitch Ivanov, que Lénine vint ici. Dans une clairière, au creux d'une meule de foin, les plus proches compagnons d'armes de Lénine aménagèrent une manière de hutte où ils installèrent leur chef. C'est là qu'on lui apportait journaux et lettres. Dissimulé par un grand buisson, près d'un feu de bois où chauffait une gamelle de thé, Lénine écrivait ses articles qui étaient régulièrement expédiés à Pétrograd. Parfois, vers le soir, on entendait un bruit de rames. C'étaient les représentants du Comité central qui, traversant le lac, s'en venaient trouver Lénine.

Un jour, mandaté par Staline, Sergo Ordjonikidzé se rendit auprès de Lénine pour prendre des directives. Il traversa le lac, franchit un taillis épais et déboucha dans une clairière. Un homme de taille moyenne se montra de derrière une meule de foin et salua Ordjonikidzé. Celui-ci allait passer son chemin, quand tout à coup l'inconnu lui donna une tape sur l'épaule :

— Eh bien ! camarade Sergo, vous ne me reconnaissez pas ?

Sans barbe ni moustaches, Lénine était méconnaissable.<sup>2</sup>

Sergo resta plusieurs heures dans la hutte de Lénine, qu'il renseigna en détail sur l'activité du Comité central.

Vladimir Ilitch envoya par Ordjonikidzé une série d'indications sur le travail à faire.

Du fond de sa retraite, Lénine dirigea constamment les travaux du VI<sup>e</sup> congrès du Parti bolchévik.

Mais là encore, dans la forêt, Ilitch ne connut point de repos. Les agents du gouvernement rôdaient dans le voisinage, fouillaient les agglomérations ouvrières. Une nuit, Lénine fut réveillé par une fusillade toute proche. Les détonations roulaient, sonores. « Me voilà découvert », pensa Lénine. Abandonnant la hutte, il s'enfonça dans le fourré. Mais c'était une fausse alerte. On sut plus tard que les junkers (élèves-officiers) avaient cerné l'usine de Sestroretsk, sommant les ouvriers de livrer leurs armes.

---

<sup>2</sup> S. Ordjonikidzé, « Lénine pendant les journées de juillet ». Dans : *La dernière période d'activité clandestine d'Ilitch*, Moscou, Stary bolchévik [Le vieux bolchévik], 1934, p. 27.

À la fin de juillet, le Comité central du Parti décida le départ de Lénine pour la Finlande. Ordjonikidzé avait été chargé de l'organisation du voyage. Il se fit aider par des militants rompus à l'action clandestine.

On dressa le plan de l'expédition. La filature constante dont Lénine était l'objet rendait son transfert difficile. On pensa d'abord passer en Finlande à pied. On partit en reconnaissance le long de la frontière. Il se trouva que les passeports étaient partout rigoureusement contrôlés. Force fut d'abandonner le plan initial. On décida alors de passer la frontière sur la locomotive d'un train de banlieue avec le concours d'Hugo Jalava, mécanicien du chemin de fer de Finlande. On communiqua ce plan à Lénine, qui l'accepta.

Le projet était celui-ci : gagner la gare de Razliv ; prendre le train jusqu'à la station d'Oudelnaïa, près de Pétrograd ; de là Lénine, que l'on ferait passer pour un chauffeur, effectuerait le voyage en locomotive, cette fois sur la ligne de Finlande. Mais au dernier moment, pour abrégier le trajet, on décida de se rendre à pied à la station Lévochovo, distante de douze kilomètres environ. Il fallait passer par la forêt. On suivit en file indienne un sentier étroit à peine visible.

La nuit tombait. S'orientant difficilement dans l'obscurité, les voyageurs, fourvoyés, arrivèrent dans la zone d'un incendie de forêt. C'était la tourbe qui flambait, répandant une odeur suffocante de brûlé. Les compagnons errèrent longtemps, au risque de s'enfoncer dans la tourbe en feu. À grand-peine, ils parvinrent jusqu'à la rivière. S'étant déchaussés, ils la passèrent à gué, avec de l'eau glacée jusqu'aux genoux. Mais un sifflet de locomotive déchire les ténèbres. Il est environ une heure du matin. Près de la gare se pressent des collégiens et des élèves-officiers en armes. Une lanterne solitaire éclaire le quai d'une lueur blafarde. Lénine se tapit en contrebas de la voie. Les camarades qui l'accompagnaient partent en reconnaissance : l'un d'eux est appréhendé. Une patrouille lui demande ses papiers et le fait entrer dans la gare. Peu expérimentés, les jeunes gens préposés à la garde de la station suivent en foule. Le quai se vide. À ce moment, le train arrive. Lénine bondit dans la voiture de queue. À sa suite, son compagnon Eino Rahja, un bolchévik finlandais, saute dans le train. Après vérification des papiers, les junkers relâchèrent leur prisonnier.

Tard dans la nuit, Lénine et son compagnon arrivèrent à la station d'Oudelnaïa. Le ciel était éclairé par le flamboiement nocturne de Pétrograd tout proche. Les voyageurs passèrent la nuit chez un Finlandais de leur connaissance. Le lendemain, comme convenu, ils s'en vont à la gare. Le train

de Finlande approche. Le mécanicien Jalava conduit la locomotive. Il emmène le convoi bien loin au delà de la station et le fait stopper près du passage à niveau. Lénine monte sur la locomotive et, s'emparant de la pelle, se met aussitôt à exercer ses fonctions de chauffeur.

À Béloostrov — station frontière, — les miliciens du Gouvernement provisoire attendaient le train. Ils visitent le convoi, voiture après voiture, vérifiant avec soin les papiers et dévisageant les voyageurs. Voici les limiers du gouvernement tout près de la locomotive. Encore une minute, et les mouchards vont se saisir de Lénine. Mais le mécanicien Jalava ne perd pas la tête : vivement, il dételle la locomotive en déclarant qu'il va faire son plein d'eau. Les minutes s'écoulent, angoissantes. On entend le deuxième coup de cloche. Le conducteur du train se démène sur le quai, s'agite, siffle. Pas de locomotive. Ce n'est qu'après le troisième coup de cloche que Jalava ramène à toute vitesse la locomotive. Le train file, passe la frontière de Finlande. C'est ainsi que les limiers de Kérénski furent mis dans l'impossibilité de visiter la locomotive.

Lénine séjourna quelque temps dans le petit village de Jalkola, à douze kilomètres de la station de Terijoki. De là, Lénine avait du mal à maintenir la liaison avec les organismes centraux du Parti. Il importait de découvrir un refuge en ville. On trouva un logement sûr à Helsingfors, chez le chef de la milice ouvrière, lequel, de par ses fonctions, avait été nommé premier adjoint au chef de la police de la ville, et plus tard devint lui-même chef de cette police. Qui aurait pu se douter qu'un aussi haut fonctionnaire du gouvernement cachait le chef des bolchéviks ?

Le maître du logis attendait Lénine dans la rue. Ensemble, ils s'approchèrent de la maison. Précautionneusement, Vladimir Ilitch scruta la rue. S'étant assuré que personne ne le surveillait, il entra. Lénine voulut savoir avant tout comment il pourrait recevoir les journaux. Il demanda qu'on lui fît le service quotidien de tous les journaux de Pétrograd et qu'on organisât l'envoi régulier de sa correspondance dans cette ville. Lénine se jeta sur les journaux tout frais, les parcourut rapidement et se mit en devoir d'écrire. Son hôte, fatigué, s'était endormi ; mais, dans le silence de la pièce, on entendait encore longtemps le grincement de la plume et le bruissement des feuilles de journaux. Le cahier posé devant Lénine portait ce titre : *L'État et la Révolution*. Vladimir Ilitch écrivait l'ouvrage qui allait devenir un des principaux documents du bolchévisme.

C'est à grand-peine que l'on put créer pour Lénine les conditions de travail normales. On établit une liaison postale sûre avec le Comité central et on organisa le service régulier des journaux.

Malgré les difficultés de l'action illégale, traqué par les mouchards, Lénine suivait avec attention la marche des événements, chaque pas fait par l'adversaire. Lénine remarqua tout à coup qu'un tournant s'était opéré dans la tactique de la bourgeoisie. La contre-révolution avait essuyé une défaite en août 1917, mais elle n'était point battue. La tentative du général Kornilov pour restaurer la monarchie dans le pays avait échoué, Kornilov et ses complices étaient arrêtés ; mais ils n'avaient pas renoncé à leur dessein de marcher contre le peuple. Au contraire, à la suite de leur échec, les partisans de Kornilov se hâtaient de corriger la faute commise : au mois d'août, un seul corps de cavalerie avait été lancé contre Pétrograd révolutionnaire ; maintenant, ils préparaient des forces autrement importantes. À cela le « régime pénitentiaire » n'était pas un obstacle. La « prison » de Kornilov était le collège de jeunes filles de Bykhov, et le général rebelle était gardé à vue par le régiment Tékinski de la « division sauvage », celui-là même qui, dans un passé récent, avait assuré la garde de Kornilov au grand quartier général. Avec un pareil régime et une garde aussi « vigilante », les généraux contre-révolutionnaires — Kornilov, Loukouski, Markov, Dénikine, Romanovski et autres fauteurs de la récente rébellion — pouvaient en toute tranquillité établir les plans d'un nouveau complot. De Bykhov au grand quartier général — celui-ci se trouvait à Mohilev, — des estafettes portaient sans cesse les renseignements nécessaires. Les représentants de la bourgeoisie et des milieux bancaires venaient trouver Kornilov dans sa « prison », lui promettant leur concours financier. Sous couleur de se préparer au procès, Kornilov avait toute latitude pour mander auprès de lui les chefs de n'importe quelle unité du front. Il les mettait au courant des préparatifs du complot, les chargeait de trouver les hommes utiles. En un court laps de temps, Kornilov réussit à préparer des forces dix fois plus importantes qu'au mois d'août : environ deux cent cinquante mille hommes armés pouvaient être lancés dans une nouvelle campagne contre le peuple. Parmi eux, comme on l'a vu, plus de quarante formations dites « bataillons de choc » furent spécialement créées. Chacun d'eux comptait onze cents soldats bien armés et soigneusement triés par les chefs. Ces bataillons étaient très commodément disposés pour la contre-révolution : la plupart d'entre eux se trouvaient sur les fronts nord et ouest. Ils pouvaient se déplacer rapidement et séparer les fronts des deux capitales, au cas où l'insurrection bolchévik y aurait éclaté. Kornilov s'appuyait en outre sur les écoles d'élèves-officiers et d'aspirants-officiers, qui comptaient près de cinquante mille combattants armés, dévoués au Gouvernement provisoire bourgeois. On avait préparé et posté des divisions de cavalerie et de

cosaques, en Finlande, dans la région de Briansk, dans le bassin du Donetz. Divisions susceptibles de se porter promptement au secours du Gouvernement provisoire. Les plans de Kornilov réservaient une place importante au corps d'armée tchécoslovaque, cantonné en Ukraine, sur la rive droite du Dniepr. À l'abri de ces forces de couverture, on pouvait rappeler les troupes des fronts sud-ouest et roumain ; au reste, on comptait bien faire marcher le corps d'armée tchécoslovaque lui-même contre les bolchéviks. En Biélorussie, le général Dowbor-Musnicki procédait à la formation d'un corps d'armée polonais qui, au besoin, couperait la Biélorussie des capitales.

Comme bien l'on pense, Lénine ne savait et ne pouvait savoir ces détails du complot — on ne les connut que bien des années après le triomphe de la révolution. Mais le génie de Lénine lui avait permis de deviner les plans de l'ennemi : la contre-révolution se hâtait de monter en secret un nouveau complot korniloviste. La bourgeoisie se préparait à la guerre civile, contre les ouvriers et les paysans.

La guerre civile, c'est la forme *supérieure* de la lutte de classes, où toutes les contradictions, en s'aggravant, se transforment en collision armée. La guerre civile, c'est la forme la plus *aigüe* de la lutte de classes, alors que toute la société se scinde en deux camps ennemis, qui tranchent la question du pouvoir par la force des armes.

Engels, analysant l'insurrection du prolétariat de Paris en juin 1848, a caractérisé ainsi la guerre civile :

La révolution de juin est la première qui divise vraiment la société toute entière en deux grands camps ennemis qui sont représentés par le Paris de l'Est et le Paris de l'Ouest. L'unanimité de la révolution de Février a disparu... Les combattants de Février luttent aujourd'hui eux-mêmes les uns contre les autres, et, ce qu'on n'a encore jamais vu, il n'y a plus d'indifférence, tout homme en état de porter les armes participe à la lutte sur la barricade ou devant la barricade.<sup>3</sup>

Lénine, continuant et développant la doctrine marxiste, écrivait sur ce qui fait l'essence de la guerre civile :

...L'expérience... nous montre que la guerre civile est la forme la plus aiguë de la lutte des classes, dont les conflits et les batailles économiques et politiques, se

---

<sup>3</sup> F. Engels, *Les journées de Juin 1848*, en annexe à Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, pp. 123-124, Éditions sociales, 1948.

répétant, s'accumulant, s'élargissant et s'aggravant, en arrivent à se transformer en conflit armé de deux classes.<sup>4</sup>

C'est à cette aggravation qu'en arrivait la révolution russe en septembre-octobre 1917. La société s'était scindée en deux camps nettement opposés. Dans l'un, la bourgeoisie, les grands propriétaires fonciers, les couches supérieures de la campagne — les koulaks<sup>5</sup> et les cosaques riches — sous la direction du Parti cadet et en alliance avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks. C'était le camp de la contre-révolution qui préparait fiévreusement la guerre civile contre le prolétariat. Dans l'autre camp — le prolétariat et les paysans pauvres, guidés par le Parti bolchévik. Vers eux penchait de plus en plus nettement la masse essentielle des paysans moyens.

D'importants déplacements de forces s'étaient opérés dans le peuple, qui attestaient l'approche de la révolution. Tout d'abord, les formes de lutte de toutes les classes de la société avaient radicalement changé. Lénine avait maintes fois insisté pour qu'on étudiât d'un point de vue *historique* les formes de lutte. À différents moments, selon les conditions différentes : politiques, nationales, conditions d'existence, etc., des formes de lutte différentes apparaissent au premier plan, deviennent les formes essentielles de lutte. Après la rébellion de Kornilov, de nouveaux éléments étaient apparus dans le mouvement ouvrier : les ouvriers ne se contentaient plus de cesser le travail, d'organiser des grèves économiques et politiques ; souvent ils chassaient les employeurs des fabriques et des usines et prenaient en main la gestion des entreprises. Ces faits démontraient que le mouvement ouvrier serait de près le problème du pouvoir.

Le mouvement paysan lui aussi avait radicalement changé. Le coup de force de Kornilov avait montré aux masses essentielles de la paysannerie que les grands propriétaires fonciers réintégraient les « nids de gentilshommes » et de nouveau accaparaient la terre. Après la rébellion de Kornilov, le sac des propriétés seigneuriales se multiplia dans les campagnes. Les paysans incendiaient les domaines, d'où ils débusquaient les grands propriétaires fonciers, et se partageaient le matériel. La mise à sac devenait la forme de lutte essentielle. La lutte de la paysannerie elle aussi serait de près le

---

<sup>4</sup> V. I. Lénine, « La révolution russe et la guerre civile », *Œuvres*, t. XXI, p. 201 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 248, Éditions Sociales Internationales, 1930.

<sup>5</sup> Bourgeoisie rurale. Les koulaks possédaient de grandes fermes dans lesquelles ils faisaient travailler des ouvriers agricoles salariés. [N. Éd.]

problème du pouvoir. Le mouvement paysan se transformait en insurrection paysanne.

Une nouvelle forme de lutte apparut également parmi la masse des soldats. Ceux-ci refusaient d'exécuter les ordres de leurs chefs. Dans nombre de régiments, les soldats chassaient les officiers qu'ils n'aimaient pas et mettaient à leur place d'autres chefs qui leur étaient plus proches ; ils les choisissaient le plus souvent parmi leurs camarades soldats. En septembre, dans la flotte de la Baltique, les matelots de plusieurs navires avaient jeté leurs officiers par-dessus bord. La lutte des soldats se transformait en insurrection. Dans l'armée aussi, le mouvement touchait de près à la question du pouvoir.

Enfin, un changement sensible s'était produit parmi les travailleurs des nations opprimées. Par-dessus la tête de leurs organisations nationalistes bourgeoises, les masses laborieuses établissaient de plus en plus souvent le contact avec les organisations bolchéviks. Les travailleurs des nationalités opprimées commençaient à se rendre compte que leurs organisations bourgeoises ne leur donneraient pas la liberté, qu'ils ne pourraient la recevoir que du peuple vainqueur.

Les formes de lutte avaient changé dans toutes les couches de la population laborieuse. Le mouvement tout entier abordait de près l'insurrection armée.

Le camp de la révolution avait pour lui une supériorité numérique écrasante. Néanmoins, ainsi que l'expérience l'a montré maintes fois, la bourgeoisie, qui disposait de la force militaire organisée, des cadres de commandement, d'un réseau d'organisations de gardes blancs, pouvait battre le camp de la révolution. De nouveau, la bourgeoisie russe rassemblait des forces à cet effet. Seule, l'insurrection armée des ouvriers et des soldats pouvait barrer la route à la contre-révolution.

Entre les 12 et 14 septembre, Lénine écrivit *deux* lettres-directives au Comité central, aux comités de Pétersbourg et de Moscou du Parti bolchévik. Il disait que,

ayant obtenu la majorité dans les Soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolchéviks peuvent et doivent prendre le pouvoir.<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup> V. I. Lénine, « Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir », *Œuvres*, t. XXI, p. 193 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 237, Éditions Sociales Internationales, 1930.



Lénine expliqua avec une netteté exceptionnelle pourquoi, précisément à ce moment-là, l'insurrection s'inscrivait à l'ordre du jour :

Pour réussir, *écrivait Vladimir Ilitch*, l'insurrection doit s'appuyer non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur l'essor révolutionnaire du peuple. Deuxième point. L'insurrection doit s'appuyer sur un *tournant décisif* dans l'histoire de la révolution ascendante, quand l'activité des rangs avancés du peuple est la plus grande, quand les *hésitations* dans les rangs des ennemis *et dans les rangs des amis faibles, incertains et irrésolus* de la révolution sont les plus fortes.<sup>7</sup>

Ces trois conditions étaient réunies.

Le prolétariat soutenait entièrement le Parti bolchévik. Témoin l'échec de l'aventure du général Kornilov, lorsque, à l'appel des bolchéviks, toute la classe ouvrière s'était levée. La chose fut confirmée par les Soviets des deux capitales, qui avaient accepté les résolutions proposées par les bolchéviks. C'est ce qu'attestaient encore les nouvelles élections aux Soviets des centres industriels, où la direction était passée au parti du prolétariat.

Nous avons avec nous, *écrivait Lénine*, la majorité de la *classe*, qui constitue l'avant-garde de la révolution, l'avant-garde du peuple, et qui est capable d'entraîner les masses.<sup>8</sup>

Des masses paysannes importantes se libéraient de l'influence des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Politiquement, cela se traduisit par la désagrégation du Parti socialiste-révolutionnaire. Les socialistes-révolutionnaires de « gauche » se renforçaient. Les menchéviks recherchaient un nouvel appui et se raccrochaient aux *zemtsi*, aux coopérateurs, qui représentaient les groupements koulaks de la campagne. Les soldats perdaient ce qui leur restait de confiance en les conciliateurs.

Cela se trouvait confirmé par l'influence grandissante du Parti bolchévik sur l'armée. Le peuple, qui n'en pouvait plus à force de privations et de famine, avait compris qu'il ne recevrait la paix, la terre et le pain que des mains du prolétariat.

« ...Nous avons avec nous la *majorité* du peuple »<sup>9</sup>, écrivait Lénine.

---

<sup>7</sup> V. I. Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », *Œuvres choisies*, t. II, p. 135, Moscou, 1947.

<sup>8</sup> *Idem*, p. 137.

<sup>9</sup> *Ibidem*.

Dans le camp des plus proches alliés de la bourgeoisie — parmi les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, — on sentait un manque de confiance en leurs forces, un désarroi ; toutes sortes de tendances de « gauche » se faisaient jour tant parmi les menchéviks que parmi les socialistes-révolutionnaires.

Des flottements se manifestaient aussi dans le camp de la contre-révolution. Les cadets s'appliquaient à souder solidement en un bloc unique tous les éléments de la bourgeoisie ; ils n'avaient cependant pas réussi à faire disparaître les antagonismes entre les différents groupes. Les Cent-Noirs tiraient en arrière, vers l'ancien régime. Les cadets de gauche s'en tenaient toujours à une entente avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks.

L'impérialisme allemand fût le premier à vouloir profiter de ces hésitations. Au début de septembre 1917, le gouvernement allemand avait secrètement offert à la France de conclure la paix. L'Allemagne voulait bien faire des concessions à la France et à l'Angleterre dans l'Ouest de l'Europe, à la condition de recevoir sa part à l'Est. Ce faisant, les diplomates allemands spéculaient sur la menace d'une révolution imminente : pendant l'automne 1917, des troubles avaient éclaté dans l'armée française. Les soldats réclamaient la paix. Le mouvement avait gagné des corps d'armée entiers et pénétré même dans les unités britanniques. Agitant la menace d'une révolution éventuelle, l'Allemagne voulait obtenir la paix à l'Ouest pour avoir les mains libres à l'Est et en finir avec la Russie.

Cependant, les pourparlers traînaient en longueur. La manœuvre des Allemands échoua. Dès lors, la diplomatie allemande, qui n'avait jamais reculé devant aucun moyen, tourna casaque et offrit au Gouvernement provisoire bourgeois d'entamer des pourparlers de paix séparée. Le Gouvernement provisoire n'eût pas été fâché d'engager des négociations qui lui auraient permis de s'abattre de toutes ses forces sur les bolchéviks. Mais, lorsque la presse bolchévik dénonça la collusion des impérialistes, toute la presse bourgeoise et conciliatrice poussa les hauts cris, protestant contre cette « calomnie bolchévik ». Les journaux cadets clamaient que « les bolchéviks étaient très renseignés » ; ce faisant, ils donnaient à entendre que les informations auraient été puisées aux sources allemandes.

Entre temps, la presse étrangère se fit l'écho des bruits qui couraient sur un marché tramé dans la coulisse. Dans les milieux de l'Entente, on parla d'une tentative du Gouvernement provisoire de signer une paix séparée avec l'Allemagne. Les ministres du Gouvernement provisoire se rappelèrent que pareille tentative avait naguère hâté la chute d'un ministère : Nicolas II

se trouva bien embarrassé quand on eut appris sa tentative de signer une paix séparée avec l'Allemagne. Le Gouvernement provisoire se mit en devoir de faire disparaître toute trace de négociations.

Le ministre des Affaires étrangères, Térechtchenko, qui, la veille encore, avait démenti les « bruits » sur le marché préparé, fut obligé de déclarer dans la presse que l'Allemagne avait effectivement proposé de conclure la paix. L'ambassadeur des États-Unis en Russie, Francis, avouait après la fin de la guerre civile :

Térechtchenko, l'ex-ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères, est arrivé à Arkhangelsk et a dîné deux fois chez moi...

Térechtchenko m'a assuré que vers le 1<sup>er</sup> août il avait reçu de l'Allemagne des propositions de paix avantageuses. Il ne les avait montrées qu'à Kérénski.<sup>10</sup>

La bourgeoisie russe prenait part à cette collusion de brigandage. Pour étrangler la révolution, les classes possédantes de la Russie étaient prêtes à vendre une partie du pays.

Les hésitations dans le camp de la contre-révolution enchaînaient l'initiative de la bourgeoisie. Dans le camp de la révolution, au contraire, sous la direction du Parti bolchévik, les forces se multipliaient, la volonté de lutte s'affirmait de plus en plus. Lors du coup de force Kornilov, les bolchéviks avaient montré au peuple entier qu'ils savaient diriger la lutte avec la contre-révolution et défendre résolument les intérêts des travailleurs.

La lettre de Lénine au Comité central du Parti, aux comités de Pétrograd et de Moscou, se terminait par ces mots :

Toutes les prémisses objectives d'une insurrection victorieuse sont réunies. Nous avons les avantages exceptionnels d'une situation où *seule* notre victoire dans l'insurrection mettra fin aux hésitations qui excèdent le peuple, qui sont pour lui la pire torture ; où *seule* notre victoire dans l'insurrection *fera échouer* la comédie de la paix séparée, dirigée contre la révolution ; elle la fera échouer en proposant ouvertement une paix plus complète, plus juste, plus rapide, une paix *favorable* à la révolution.<sup>11</sup>

Lénine appelait le Parti à l'insurrection. Mais il ne s'agissait pas encore du jour, de la date précise de l'insurrection. Cette question, de l'avis de Lénine,

---

<sup>10</sup> D. Francis, *Russia from the American embassy, April 1916-November 1918*. New-York, Charles Scribners Sons, 1921, pp. 291-292.

<sup>11</sup> V. I. Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », *Œuvres choisies*, t. II, p. 138, Moscou, 1947.

ne pouvait être décidée que par ceux qui se trouvaient en liaison directe avec les ouvriers et les soldats, avec les masses. *La crise était mûre, c'était ce qu'il fallait rendre clair pour le Parti.* La préparation de l'insurrection armée devait s'inscrire à l'ordre du jour de toute l'activité du Parti.

Mais cette tâche imposait aux bolchéviks un changement de tactique approprié.

Tout d'abord, il fallait rompre avec ce qu'on appelait la Conférence démocratique, qui allait s'ouvrir le 14 septembre. Effrayé par le mouvement populaire contre la rébellion Kornilov, le Gouvernement provisoire cherchait à consolider sa position. Il fut décidé qu'on élargirait la base sur laquelle s'appuyait le gouvernement. On convoqua à Pétrograd une conférence que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks qualifièrent de « démocratique » pour tromper le peuple. À cette conférence furent conviés les représentants des doumas municipales, des zemstvos, des coopératives, des Soviets des députés ouvriers et soldats, des organisations d'armée, des syndicats, des comités d'usine. Ajoutons que les doumas et les zemstvos avaient reçu un nombre de sièges beaucoup plus grand que les organisations des ouvriers, des soldats et des paysans. Le Gouvernement provisoire présumait que la Conférence démocratique, grâce à cette représentation truquée, s'affirmerait pour le soutien du gouvernement bourgeois. C'est ainsi que les conciliateurs pensaient conjurer la révolution et faire passer le pays de la voie de la révolution soviétique dans celle de l'évolution vers une Constitution bourgeoise. Au demeurant, la conférence, bien que truquée, se prononça pour la formation d'un gouvernement de coalition d'où les cadets seraient exclus — si fort était le mécontentement des masses populaires envers le gouvernement.

Le Parti bolchévik prit part à la Conférence démocratique non point pour y faire un travail organique, comme le prétendit Trotski en calomniant le Parti, mais pour y dénoncer les manœuvres des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

...L'activité au sein du Préparlement, *lisons-nous dans la résolution du Comité central du 24 septembre*, ne doit revêtir qu'un caractère subsidiaire ; elle doit être entièrement subordonnée aux tâches de la lutte de masse.<sup>12</sup>

Mais, à mesure que s'accroissait l'essor révolutionnaire et que se préparait l'insurrection armée, même ce travail subsidiaire au sein de la

---

<sup>12</sup> *Procès-verbaux du Comité central du P. O. S. D. R.* Août 1917-février 1918, Moscou-Léninegrad, Éditions d'État, 1929, p. 81.

Conférence démocratique eût été une faute. La participation des bolchéviks à la Conférence pouvait donner aux masses l'impression qu'il était possible, par le truchement de cette assemblée, d'obtenir la paix, la terre, le contrôle ouvrier sur la production. Rester au sein de la Conférence, c'eût été créer des illusions quant au développement pacifique de la révolution et détourner les masses de la voie révolutionnaire. Lénine exige que l'on donne à la fraction bolchévik une cohésion nouvelle, que l'on se débarrasse des hésitants et que l'on quitte la Conférence.

Après avoir donné lecture de cette déclaration, *écrivait Lénine*, après avoir appelé à *décider* et non à *parler*, à *agir* et non à *rédiger* des résolutions, nous devons *lancer* toute notre fraction *dans les usines et les casernes* : là est sa place, là est le nœud vital, de là viendra le salut de la révolution, là est le moteur de la Conférence démocratique.<sup>13</sup>

Lénine soulignait que le fait de concentrer toute la fraction bolchévik dans les usines et les casernes nous permettrait de bien choisir le moment pour déclencher l'insurrection.

De la *participation* à la Conférence à son *boycottage* — tel était le changement de tactique qu'imposait au Parti l'orientation vers l'insurrection.

Lénine intitula sa deuxième lettre au Comité central bolchévik « Le marxisme et l'insurrection ». Il réunit tout ce que Marx et Engels avaient dit sur la tactique de l'insurrection et que, durant de longues années, les opportunistes de tous les pays avaient caché aux masses. La théorie de l'insurrection, fondée par Marx et Engels, avait pour base l'expérience des révolutions de 1848 et l'expérience de l'héroïque Commune de Paris. Les grands éducateurs du marxisme avaient observé chaque explosion de la révolution ; ils y avaient cherché de nouveaux enseignements, en avaient tiré de nouvelles conclusions. Lénine fit la synthèse des idées de Marx et d'Engels en un système harmonieux de règles et principes directeurs. Dans ses lettres et ses articles, Lénine insistait toujours pour que l'on considérât l'insurrection comme un art. Il indiquait que, l'insurrection une fois décidée, il faut marcher jusqu'au bout. Il démontrait que, pour appliquer ce plan, il fallait rassembler des forces décisives, à endroit décisif, et, pendant l'insurrection, garder l'avantage moral sur l'ennemi ; pour cela, il faut chaque jour, à chaque heure, remporter un succès après l'autre, car la défensive est la mort de l'insurrection armée.

---

<sup>13</sup> V. I. Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », *Œuvres choisies*, t. II, p. 139, Moscou, 1947.

Lénine exigeait enfin du Parti bolchévik qu'il envisageât avec tout le sérieux nécessaire le côté technique des préparatifs de l'insurrection. Il écrivait :

...Si nous voulons envisager l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire l'envisager comme un art, nous devons en même temps, sans perdre une minute, organiser un *état-major* des détachements d'insurgés, répartir nos forces, lancer sur les points les plus importants les régiments qui nous sont acquis, cerner le théâtre Alexandra [où *siégeait la Conférence démocratique*], occuper la forteresse Pierre-et-Paul, arrêter l'état-major général et le gouvernement, envoyer contre les junkers et la division sauvage des détachements capables de se faire tuer plutôt que de laisser passer l'ennemi vers le centre de la ville ; nous devons mobiliser les ouvriers armés, les appeler à une dernière bataille acharnée, occuper aussitôt le télégraphe et le téléphone, installer *notre* état-major de l'insurrection près du Central téléphonique, le relier par téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les points où se déroulera la lutte armée, etc.<sup>14</sup>

Ce n'était pas encore un plan d'action. Toutes ces remarques, ainsi que l'écrivait Lénine, n'étaient que l'illustration du fait qu'il fallait envisager l'insurrection comme un art. Mais, si l'on compare à cette illustration le cours des événements, tels qu'ils se sont déroulés par la suite, on voit à quel point Lénine avait profondément médité l'organisation de l'insurrection, avec quel soin il avait étudié les conditions de la victoire. Lénine n'a pas seulement rétabli et synthétisé les idées de Marx ; il en a développé la doctrine, en l'appliquant brillamment à la situation concrète de notre révolution.

Son courageux appel au Parti, Lénine le terminait en exprimant sa certitude dans la victoire.

En prenant le pouvoir simultanément à Moscou et à Pétrograd (peu importe qui commencera, peut-être même sera-ce Moscou), nous vaincrons *absolument* et *certainement*.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> V. I. Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », *Œuvres choisies*, t. II, p. 140.

<sup>15</sup> V. I. Lénine, « Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir », *Œuvres*, t. XXI, p. 194 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 239 (É. S. I.).

## L'ORIENTATION VERS L'INSURRECTION

Les lettres de Lénine furent discutées au Comité central du Parti bolchévik le 15 septembre. À cette séance, Kaménev, fusillé plus tard comme ennemi du peuple, s'éleva violemment contre Vladimir Ilitch. Il cherchait à démontrer que Lénine s'était détaché de la vie : il exigeait que l'on brûlât ces lettres, qu'il qualifiait de « délire d'un fou ». Le vibrant appel du chef du Parti effrayait ceux qui, depuis longtemps déjà, menaient la lutte contre le Parti, contre Lénine.

Le Comité central infligea une riposte énergique à ce traître doublé d'un poltron. Staline proposa d'étudier les lettres et de les expédier aux principales organisations du Parti bolchévik.

Alors Kaménev donna lecture d'un projet de résolution où il essayait de mettre en opposition Lénine et le Comité central :

Le Comité central, après avoir examiné les lettres de Lénine, repousse les propositions pratiques qu'elles renferment, appelle toutes les organisations à n'obéir qu'aux directives du Comité central et confirme, une fois de plus, que le Comité central regarde comme absolument inadmissible, au moment actuel, toute action de rue, quelle qu'elle soit.<sup>16</sup>

Kaménev cherchait à donner l'impression que Lénine ne traduisait pas l'opinion du Comité central du Parti bolchévik.

Mais l'infâme manœuvre échoua. Le Comité central repoussa la proposition de Kaménev.

Les lettres de Lénine furent envoyées aux principales organisations du Parti bolchévik.

Ces lettres une fois reçues, le travail du Comité central se fit dans l'esprit des directives de Lénine.

Dès la fin de septembre, *écrivait Staline au premier anniversaire de la grande Révolution prolétarienne*, le Comité central du Parti bolchévik décidait de mobiliser toutes les forces du Parti afin d'organiser une insurrection victorieuse.<sup>17</sup>

---

<sup>16</sup> *Procès-verbaux du Comité central du P.O.S.D.R.* Août 1917-février 1918, Moscou, Éditions d'État, 1929, p. 65.

<sup>17</sup> J. Staline, *De la Révolution d'Octobre*. Recueil d'articles et discours. Moscou, Éditions du Parti, 1932, p. 19. Cf. *La Révolution d'Octobre*, p. 27, « Bibliothèque marxiste », Éditions sociales internationales, 1934.

Plusieurs membres du Comité central furent chargés de vérifier les forces de la Garde rouge, de les armer ; de dénombrer les dépôts d'armes, de recenser les unités militaires et de faire état de leur moral. On stimula l'organisation militaire bolchévik ; elle resserra ses liens avec les unités de troupes, y constitua ses cellules, fit un vaste travail d'agitation et de propagande parmi les soldats et les matelots.

Tous les préparatifs de l'insurrection furent conduits dans le plus grand secret. Les décisions n'étaient pas prises à des séances ordinaires avec résolutions et procès-verbaux. Les conditions dans lesquelles s'effectuait le travail du Parti, les tâches mêmes qu'imposaient les préparatifs de l'insurrection, déterminèrent le caractère particulier de cette activité. S'inspirant des directives de Vladimir Ilitch, les membres du Comité central se mirent en contact avec les militants de la base, donnèrent des instructions aux plus sûrs d'entre eux. Parfois, décisions et mesures d'organisation essentielles étaient prises sur-le-champ et transmises de vive voix par des hommes de confiance. On évitait soigneusement toutes instructions et informations écrites.

Rue Fourstadtskaïa, dans la maison de la confrérie de Saint-Serge, sous l'enseigne du Bureau d'éditions *Priboï*, était le siège de l'état-major illégal bolchévik. Il se trouvait dans le voisinage immédiat de l'église ; cette circonstance lui valut le titre plaisant d'état-major « sous les croix ». C'était là que, journallement, de tous les points de la Russie, arrivaient les représentants des organisations bolchéviques de la base, pour recevoir aide et directives. Là se trouvait le point d'appui de l'activité de J. Sverdlov qui détenait tous les liens d'organisation du Comité central bolchévik.

En cette période si décisive de la vie du Parti, aux côtés de Lénine comme toujours, Staline organisait la victoire. Au VI<sup>e</sup> congrès du Parti, Staline assumait la direction politique ; Vladimir Ilitch s'en était remis à Staline, son plus proche collaborateur, pour faire appliquer la ligne politique. Membre du Comité central et directeur de l'organe central *Rabotchi Pout* [La voie ouvrière] — c'est ainsi qu'il avait fallu débaptiser la *Pravda* [La vérité] par suite des persécutions du gouvernement, — Staline s'acquittait des tâches d'organisation et travaillait à expliquer et faire appliquer la ligne léniniste du Parti bolchévik. L'organe central joua un rôle considérable dans les conditions d'alors. C'était dans les articles de Lénine et de Staline que les organisations du Parti trouvaient l'orientation politique essentielle.

Le Comité central s'orienta avec fermeté et assurance vers l'insurrection. Ceci trouva une répercussion immédiate dans le *Rabotchi Pout*.



Dès le 17 septembre, c'est-à-dire un jour après la première discussion de la lettre de Lénine, Staline, directeur de l'organe central du Parti bolchévik, écrivait dans le *Rabotchi Pout* :

La révolution est en marche. Mitrillée dans les journées de juillet et « enterrée » à la Conférence de Moscou, elle relève la tête, renverse les vieilles barrières, crée un nouveau pouvoir. La première ligne des tranchées de la contre-révolution est prise. À la suite de Kornilov, c'est Kalédine qui bat en retraite. Dans le feu de la lutte, les Soviets, qui semblaient morts, se raniment. Ils reprennent le gouvernail et conduisent les masses révolutionnaires.

« Tout le pouvoir aux Soviets », tel est le mot d'ordre du nouveau mouvement...

La question posée de front, par la vie appelle une réponse claire et nette.

Pour ou contre les Soviets !<sup>18</sup>

Il n'y avait point là d'appel direct à l'insurrection — chose impossible dans la presse légale. Mais l'article était imprégné de l'esprit léniniste et appelait à la lutte décisive. Tournant avec art les obstacles dressés par la censure, Staline a donné un brillant spécimen d'ample agitation dans la presse légale en faveur de l'insurrection armée.

...En Russie s'opère un processus décisif de formation d'un nouveau pouvoir, véritablement populaire, véritablement révolutionnaire, qui mène une lutte acharnée pour son existence, écrivait Staline dans le numéro suivant du *Rabotchi Pout*. D'une part, nous voyons les Soviets placés à la tête de la révolution, de la lutte avec la contre-révolution qui n'est pas encore battue, qui a simplement reculé, qui s'est prudemment cachée derrière le dos du gouvernement. D'autre part, c'est le gouvernement Kérenski qui couvre les contre-révolutionnaires et s'entend avec les partisans de Kornilov (les cadets !), qui a déclaré la guerre aux Soviets, qui s'efforce de les battre pour ne pas être battu.

Qui vaincra dans cette lutte ? Aujourd'hui tout est là... L'essentiel maintenant n'est pas d'élaborer une formule générale pour « sauver » la révolution, mais de soutenir effectivement les Soviets dans leur lutte contre le gouvernement Kérenski.<sup>19</sup>

Staline s'est on ne peut mieux conformé au désir exprimé par Lénine dans sa première lettre sur l'insurrection armée :

---

<sup>18</sup> J. Staline, « Tout le pouvoir aux Soviets ». Dans : *Sur la route d'Octobre*. Articles et discours. Mars-octobre 1917. 2<sup>e</sup> éd. Léninegrad, Éditions d'État, 1925, p. 168, 170. Cf. Lénine-Staline, *La Révolution russe de 1917*, p. 255. « Bibliothèque marxiste », 1938.

<sup>19</sup> J. Staline, « À propos du front révolutionnaire ». Dans : *Sur la route d'Octobre*. Articles et discours. Mars-octobre 1917. 2<sup>e</sup> éd. Léninegrad, Éditions d'État, 1925, pp. 170-171.

Envisager *comment* on peut faire de l'agitation sans pour cela employer ce terme dans la presse.<sup>20</sup>

Dans les articles de Staline, nous chercherions en vain le mot « insurrection ». Et pourtant chaque ligne de ces articles respire une agitation simple, persuasive et explicite en faveur de la prise du pouvoir.

L'application de la ligne léniniste dans l'organe central provoqua de nouvelles protestations de Kaménev. À la séance suivante du Comité central, le 20 septembre, Kaménev protesta contre le ton du journal, trop violent à son gré, et s'éleva contre certaines expressions employées dans les articles. Le Comité central prit une décision spéciale à ce sujet :

...Tout en ajournant l'examen détaillé des questions relatives à la direction de l'organe central, le Comité central reconnaît que l'orientation de cet organe est entièrement conforme à la ligne du Comité central.<sup>21</sup>

Le Comité central du Parti bolchévik approuva sans réserve la ligne de l'organe central qui, dans les éditoriaux de Staline, appliquait avec confiance et fermeté les directives de Lénine. Lénine lui-même a souligné la chose :

Nous n'allons pas nous arrêter maintenant sur les faits attestant la montée d'une nouvelle révolution, car, à en juger d'après les articles de notre organe central, le *Rabotchi Pout*, le Parti a déjà précisé sa façon de voir sur ce point. La montée d'une nouvelle révolution constitue un phénomène qui, je présume, a été reconnu par l'ensemble du Parti.<sup>22</sup>

Par « nouvelle révolution », Lénine entendait l'insurrection armée. On ne pouvait s'exprimer autrement dans la presse censurée.

Cette appréciation avait été donnée par Lénine dès le 22 septembre, après la publication des articles de Staline dans l'organe central. De même que pour Lénine, l'insurrection armée était pour le Comité central du Parti bolchévik un mot d'ordre d'action. C'était bien cette idée que Staline préconisait avec fermeté et constance dans le journal.

Mais un mot d'ordre d'action appelle des mesures précises d'ordre tactique. Le 21 septembre, le Comité central envisagea les mesures tactiques

---

<sup>20</sup> V. I. Lénine, « Les bolchéviks doivent prendre le pouvoir », *Œuvres*, t. XXI, p. 194 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 239 (É.S.I.)

<sup>21</sup> *Procès-verbaux du Comité central du P.O.S.D.R.* Août 1917-février 1918. Moscou, Éditions d'État, 1929, p. 69.

<sup>22</sup> V. I. Lénine, « Notes d'un publiciste », *Œuvres*, t. XXI, p. 215 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 267 (É.S.I.).

que commandait l'orientation prise vers l'insurrection. Il s'agissait de l'abandon de la Conférence démocratique.

La Conférence démocratique vivait sa dernière heure. C'était le bureau qui siégeait principalement. Au cours de ces séances, un des ministres, le menchévik Tsérételli, chercha à faire reconnaître la coalition par les délégués. On avait déjà décidé de substituer à la Conférence démocratique un Conseil de la République de Russie, élu parmi les délégués de la Conférence.

Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks avaient par avance donné au nouvel organisme le nom de Préparlement pour rehausser son autorité et faire croire au peuple que la Russie s'était déjà engagée dans la voie du parlementarisme bourgeois. Dans ses articles, Staline qualifiait le Préparlement de « fausse-couche du kornilovisme ». Les ouvriers, de leur côté, pour ridiculiser les conciliateurs, avaient donné au Préparlement le surnom d'« avant-bain ».

Ainsi le Comité central du Parti bolchévik avait à décider de la conduite à tenir envers la nouvelle institution socialiste-révolutionnaire et menchévik. On arrêta ce qui suit : ne pas quitter la Conférence démocratique, rappeler les bolchéviks du bureau, mais ne pas entrer au Préparlement. Cependant, neuf membres s'étant prononcées pour cette résolution et huit contre, le Comité central décida de soumettre la question à la fraction bolchévik de la conférence, qui déciderait en dernier ressort.

Le même jour, 21 septembre, la fraction bolchévik de la Conférence démocratique se réunit. Kaménev, Rykov, Riazanov insistèrent pour que l'on restât au Préparlement. Il est impossible de boycotter le Parlement, disaient-ils, son abandon équivaldrait à une insurrection.

Trotsky occupait une position nettement antiléniniste.

Voici ce qu'il proposait : sans entrer pour l'instant au Préparlement, ajourner la question jusqu'au congrès des Soviets.

Cette attitude, Trotsky cherchera plus tard à la faire passer malhonnêtement pour la tactique de boycottage préconisée par Lénine.

L'attitude de Staline était très nette. Entrer au Préparlement, c'était induire les masses en erreur, laisser à penser qu'un bloc était possible avec les conciliateurs ; c'était consolider l'ennemi, celui-là même que nous nous apprêtions à renverser. Staline proposa de boycotter le Préparlement et de consacrer toutes les forces à lutter hors de son enceinte.

Les adversaires du boycottage réussirent cependant à entraîner les représentants « parlementaires » du Parti, représentants dont l'instinct avait

été mis en défaut. La Conférence démocratique n'avait pas été élue directement par la population, mais par les organisations. Les bolchéviks étaient passés sur les listes des Soviets, des doumas municipales, des coopératives, etc. L'atmosphère de conciliation, l'influence incessante des petits bourgeois apeurés finirent par influencer certains bolchéviks. 77 membres de la fraction contre 50 se prononcèrent pour la participation au Préparlement, dont la mission était de duper les masses.

Dès qu'il apprit cette décision de la fraction, Lénine écrivit une lettre spécialement consacrée aux « fautes commises par notre Parti ». Jusque-là, Lénine avait appelé le Parti bolchévik à quitter la Conférence et à reporter son action dans les usines et les casernes, mais jamais encore il n'avait parlé de fautes. Maintenant, il prenait vivement à partie ceux qui s'étaient affirmés pour la participation au « Parlement » truqué.

Tout ne va pas pour le mieux dans les hautes sphères « parlementaires » du Parti, *écrivait Lénine* ; donnons-leur plus d'attention ; que les ouvriers les surveillent de plus près ; il faut délimiter plus strictement la compétence des fractions parlementaires.

La faute de notre Parti est évidente. Le Parti combattant d'une classe d'avant-garde n'a pas à craindre ses fautes. Ce qui serait à craindre, c'est la persévérance dans l'erreur, la fausse honte de reconnaître et de corriger cette erreur.<sup>23</sup>

Le 23 septembre, le Comité central revint à la question de la Conférence démocratique. La conduite de la fraction « parlementaire » fut soumise à une critique violente. La Conférence démocratique venait d'adopter une résolution demandant que le gouvernement conclût la paix. Il était clair que les traîtres socialistes-révolutionnaires et menchéviks, qui, durant de longs mois, avaient disserté sur la paix, s'étaient contentés de signer un papier de plus. C'était aux bolchéviks à dénoncer cette nouvelle hypocrisie. Entre temps, la fraction, Kaménev et Riazanov en tête, avait voté pour la résolution. Les dirigeants de la fraction l'entraînaient dans la voie parlementaire.

Le Comité central condamna l'attitude de la fraction. Pour bien marquer combien il était inadmissible de créer, même dans les petites choses, des illusions « parlementaires » sur l'unité avec les conciliateurs, le Comité central adopta la résolution que voici :

---

<sup>23</sup> V. I. Lénine, « Notes d'un publiciste », *Œuvres*, t. XXI, p. 219 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 272 (É.S.I.).

Ayant été informé que Riazanov, s'adressant à Tsérételli pendant la lecture d'une déclaration, l'a appelé « camarade », le Comité central invite les camarades, dans leurs interventions publiques, à ne pas appeler « camarades » ceux à l'égard de qui l'emploi de cette dénomination pourrait froisser le sentiment révolutionnaire des ouvriers.<sup>24</sup>

Au surplus, le Comité central décida de convoquer pour le 24 septembre une conférence du Parti, réunissant les membres du Comité central bolchévik, du comité de Pétersbourg et de la fraction de la Conférence démocratique.

La conférence du Parti eut lieu à la date fixée ; elle adopta une résolution appelant à

...faire tous les efforts pour mobiliser les grandes masses populaires organisées par les Soviets... qui sont aujourd'hui des organisations de classe combattantes, et dont l'accession au pouvoir s'inscrit désormais à l'ordre du jour.<sup>25</sup>

La ligne erronée de la fraction bolchévik fut redressée.

Mais les adversaires de l'insurrection, au lieu de lutter pour la prise immédiate du pouvoir, persistaient à vouloir participer au Préparlement. Ce courant, il fallait le dénoncer et le vaincre.

Le 24 septembre, le Comité central bolchévik appela le Parti à réclamer la convocation immédiate d'un congrès des Soviets pour faire contrepoids au Préparlement ; dans les organisations de base, où la pénétration révolutionnaire était plus profonde, on réunirait d'autorité des congrès régionaux et d'arrondissement.

Le devoir du prolétariat, chef de la révolution russe, *écrivait Staline dans un éditorial du Rabotchi Pout*, est d'arracher le masque à ce gouvernement et de montrer aux masses son véritable visage contre-révolutionnaire. Le devoir du prolétariat est de resserrer ses rangs et de se préparer sans relâche aux futures batailles.

Les ouvriers et les soldats de la capitale ont déjà fait le premier pas, en exprimant leur méfiance au gouvernement Kérénski-Konovalov...

À la province de dire son mot.<sup>26</sup>

---

<sup>24</sup> *Procès-verbaux du Comité central du P.O.S.D.R.* Août 1917-février 1918. Moscou, Éditions d'État, 1929, p. 73.

<sup>25</sup> *Idem*, p. 81.

<sup>26</sup> J. Staline, « Le gouvernement de la dictature bourgeoise ». Dans : *Sur la route d'Octobre*. Articles et discours. Mars-octobre 1917. 2<sup>e</sup> éd. Léninegrad, Éditions d'État, 1925, p. 178, 170. Cf. Lénine-Staline, *La Révolution russe de 1917*, p. 264.

Le 23 septembre, un jour avant la décision du Comité central bolchévik, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks du Comité exécutif central des Soviets décidaient enfin, sous la pression des masses, de convoquer pour le 20 octobre le II<sup>e</sup> congrès des Soviets. À dater du 27 septembre, le *Rabotchi Pout* paraît avec ce mot d'ordre :

Camarades ouvriers, soldats et paysans ! Préparez-vous au congrès des Soviets de Russie du 20 octobre ! Convoquez immédiatement des congrès régionaux des Soviets !

En séance du 29 septembre, le Comité central décida de convoquer pour le 5 octobre un congrès des Soviets de la région du Nord, c'est-à-dire de la Finlande, de Pétrograd et des villes situées à proximité, où prévalait l'état d'esprit bolchévik. Ce congrès avait pour tâche de hâter, en matière d'agitation et d'organisation, les préparatifs de l'insurrection armée.

## **LES DIRECTIVES DU PARTI BOLCHÉVIK**

Au début d'octobre 1917, la situation avait de nouveau changé. La révolution avait fait encore un pas en avant et amené le pays directement à l'insurrection.

En Finlande, le pouvoir était pratiquement aux mains du Soviet. Sous la pression des matelots, des soldats et des ouvriers révolutionnaires, le comité régional des Soviets, où les jusqu'aboutistes étaient encore en force, se vit contraint de réunir un congrès régional de Finlande.

Le III<sup>e</sup> congrès régional s'ouvrit à Helsingfors le 9 septembre. Dès les premières minutes, il apparut que l'immense majorité des délégués s'en tenait à la position révolutionnaire. Les deux premiers congrès de Finlande avaient été des congrès jusqu'aboutistes ; or, maintenant, on ne voyait pour ainsi dire pas de partisans du jusqu'aboutisme. Partout, ce n'étaient que visages résolus et courageux de matelots, de soldats et d'ouvriers prêts à la lutte. Dès le début, il se constitua au congrès une solide majorité composée de bolchéviks et de socialistes-révolutionnaires de « gauche », qui s'étaient détachés de leur parti : ils votaient pour les résolutions bolchéviks. Sur la seule question du pouvoir, les socialistes-révolutionnaires de « gauche » déposèrent une résolution à part. Cependant, ce fut la résolution

bolchévik qui passa, à une majorité de 74 voix contre 16. Au nouveau comité régional furent élus 37 bolchéviks, 26 socialistes-révolutionnaires de « gauche » et 2 menchéviks-internationalistes.

Après le congrès commença la rapide bolchévisation des Soviets de Finlande. Les bolchéviks prédominaient dans les Soviets des principaux centres, tels que Vyborg et Helsingfors. Parallèlement, les Soviets devenaient plus actifs dans les villes entourant Pétrograd, et où d'importantes unités étaient en garnison. Eux aussi adoptèrent des résolutions demandant la convocation du II<sup>e</sup> congrès des Soviets. Les Soviets de Cronstadt, Iouriev, Reval, avaient adopté comme mot d'ordre de combat : « Tout le pouvoir aux Soviets ! »

L'arrière immédiat de Pétrograd se trouvait donc aux mains des bolchéviks.

Le front Nord, de même que la Finlande, était prêt à soutenir le Parti bolchévik. À Pétrograd, le prolétariat exigeait que le pouvoir passât aux Soviets. À Moscou, aux élections récentes pour les doumas de quartier, les bolchéviks avaient recueilli plus de la moitié des suffrages. Les élections de Moscou furent peut-être l'indice le plus sûr du profond tournant qui s'était opéré dans les masses. Moscou, comparé à Pétrograd, était plus petit-bourgeois. L'ouvrier de Moscou avait des attaches plus étroites avec le village ; il était moins éloigné de la mentalité campagnarde. Le vote de Moscou, alors que les bolchéviks avaient recueilli parmi les soldats 14 000 voix sur 17 000, attestait que non seulement le prolétariat était prêt à lutter, mais qu'un brusque revirement s'était produit dans les masses rurales.

Dans les deux capitales, dans les centres industriels entourant Moscou et Pétrograd, sur les fronts de guerre rapprochés, le Parti de Lénine avait la majorité pour lui. De l'Oural et du bassin du Donetz, de la région de la Volga et de l'Ukraine, arrivaient aussi des nouvelles réconfortantes attestant la volonté expresse de participer à une nouvelle révolution, à la révolution prolétarienne.

La situation internationale s'était également modifiée. Après les cas isolés de mutineries, des soulèvements militaires avaient commencé. En Allemagne, où sévissait un régime de bagne militaire, les matelots de cinq vaisseaux importants s'étaient mutinés en septembre 1917. Ils jetèrent par-dessus bord le commandant du croiseur *Westfalen* et descendirent à terre. Les marins du croiseur *Nürnberg*, après avoir arrêté leurs officiers, firent route pour la Norvège, où ils comptaient débarquer. Les torpilleurs du gouvernement cernèrent le croiseur mutiné et, sous la menace de le couler, l'obligèrent à rentrer en Allemagne. Le mouvement avait pris une telle

ampleur qu'il n'était plus possible de le tenir caché. Le gouvernement allemand dut avouer devant le Reichstag qu'une insurrection avait éclaté dans la flotte.

Les événements d'Allemagne montraient de toute évidence qu'un tournant s'était opéré dans l'état d'esprit des masses révolutionnaires d'Europe. Autant d'indices témoignant que l'on était à *la veille de la révolution* dans le monde entier.

La crise est mûre, *écrivait Lénine le 29 septembre*. Tout l'avenir de la révolution russe est en jeu. Tout l'honneur du Parti bolchévique est mis en question. Tout l'avenir de la révolution ouvrière internationale pour le socialisme est en jeu.

La crise est mûre...<sup>27</sup>

Lénine décide que le moment d'agir est venu : le mot d'ordre, d'action — préparer l'insurrection armée — devient la directive de déclencher l'action sans délai.

Dans un tel moment, se cramponner au Préparlement équivalait à trahir la révolution. Les adversaires de l'insurrection, n'osant s'élever ouvertement contre elle, proposaient d'attendre le congrès des Soviets. Or, ajourner le problème du pouvoir jusqu'au congrès des Soviets, c'était révéler à l'ennemi la date fixée pour l'action. La possibilité s'offrait ainsi à l'adversaire de rassembler ses forces et de foudroyer les centres et les organismes de l'insurrection. C'était bel et bien aller au-devant d'un échec certain, abandonner l'initiative à l'ennemi.

Trotsky s'affirma pour l'ajournement de l'insurrection jusqu'au congrès des Soviets. Le 20 septembre, prenant la parole au Soviet de Pétrograd, il déclara que la question du pouvoir serait résolue par le congrès des Soviets. Jusque-là Trotsky avait tenu pour possible de liquider le « conseil des cinq » [c'est ainsi qu'on appelait le gouvernement Kérénski] et de former un Comité provisoire issu de la Conférence démocratique.

Compter qu'une conférence truquée par des traîtres pourrait créer un gouvernement de « transition » jusqu'au congrès des Soviets, c'était se laisser prendre au piège des conciliateurs et désorienter les masses au moment décisif.

Le lendemain, à la fraction de la Conférence démocratique, Trotsky proposa de nouveau d'ajourner la solution définitive de la question du pouvoir jusqu'au congrès des Soviets.

---

<sup>27</sup> V. I. Lénine, « La crise est mûre », *Œuvres*, t. XXI, p. 239 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 295 (É.S.I.).



Il n'osait pas se prononcer ouvertement contre l'insurrection armée ; mais, en fait, à l'instar de Kaménev, il faisait échec à l'insurrection. Comme tous les autres menchéviks, Trotski avait peur de l'insurrection et jugeait possible de résoudre pacifiquement la question du pouvoir. Il s'évertuait à démontrer que le refus d'évacuer la garnison de la capitale assurait prétendument aux trois quarts le succès de la révolution. Au fond, la position de Trotski visait au maintien du pouvoir de la bourgeoisie. Bien plus, en ajournant l'insurrection jusqu'au congrès des Soviets, Trotski montrait le jeu à l'ennemi, désorganisait les rangs révolutionnaires et démobilisait les masses impatientes de combattre.

Lénine s'attaqua véhémentement à ceux qui sabotaient l'insurrection. Avec la passion d'un lutteur révolutionnaire sûr de la victoire, il qualifiait l'ajournement de trahison.

Il flétrissait les récalcitrants avec la ferme résolution d'un chef qui a compris que le moment propice est arrivé. Dans une annexe spéciale à l'article « La crise est mûre », rédigée à l'intention du Comité central, des comités de Pétrograd et de Moscou, Lénine écrivait, en soulignant deux et trois fois certains passages :

Attendre le congrès des Soviets tient de l'idiotie, car cela signifie laisser passer des *semaines* ; or, maintenant, ce sont des semaines et même des jours qui décident de tout. C'est *renoncer* lâchement à la prise du pouvoir, car, le 1<sup>er</sup> ou le 2 novembre, elle sera impossible (politiquement et techniquement : on rassemblera les cosaques à la date sottement « fixée » pour l'insurrection).

« Attendre » le congrès des Soviets tient de l'idiotie, car le congrès *ne donnera rien, ne peut rien donner* !<sup>28</sup>

Ferme et résolu, Lénine répète encore et encore ses arguments en faveur de l'insurrection immédiate. Nous avons la majorité dans le pays. Les Soviets des deux capitales nous sont acquis. Chez les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, la démoralisation est complète. Nous formulons des mots d'ordre qui nous garantissent le soutien absolu des travailleurs : À bas le gouvernement qui tarde à signer la paix ! À bas le gouvernement qui réprime l'insurrection paysanne contre les grands propriétaires fonciers !

La victoire de l'Insurrection est *assurée* maintenant aux bolchéviks, *proclamait Lénine*... Nous pouvons (si-nous « n'attendons » pas le congrès des Soviets) frapper *subitement* et de trois côtés à la fois, de Pétrograd, de Moscou, de la flotte de la

---

<sup>28</sup> V. I. Lénine, « La crise est mûre », *Œuvres*, t. XXI, p. 240 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 296 (É.S.I.).

Baltique... nous disposons de *milliers* d'ouvriers et de soldats armés à Pétrograd, qui peuvent *simultanément* prendre le Palais d'Hiver, l'état-major général, le Central téléphonique et toutes les grosses imprimeries ; il sera impossible de nous en déloger, et l'agitation *dans l'armée* sera telle qu'il deviendra impossible de lutter contre ce gouvernement de la paix, de la terre pour les paysans, etc.<sup>29</sup>

Quand il eut reçu cette lettre, le Comité central décida le 3 octobre d'appeler Lénine à Pétrograd, afin que la liaison fût plus étroite et constante.

Lénine était mécontent de ce qu'il lui fallait rester éloigné de la lutte qui s'embrasait dans la capitale. Les lettres de Pétrograd arrivaient avec du retard. Les journaux de la capitale ne parvenaient que le lendemain, dans la soirée. Le chef de la révolution prolétarienne voulait être plus près du tourbillon des événements révolutionnaires. Il fit savoir qu'il voulait se transporter à Vyborg. On acheta une perruque de vieillard chez un coiffeur de théâtre. On grima de nouveau Vladimir Ilitch. Le 17 septembre, il quittait Helsingfors. À Vyborg, Lénine s'installa aux confins de la ville, chez Latukki, directeur du journal social-démocrate du lieu. De là, comme auparavant, il écrivit sans se lasser, enseigna, instruisit, pressa les camarades.

Le 5 octobre, le Comité central bolchévik décidait à l'unanimité, contre la seule voix de Kaménev, de quitter le Préparlement dès sa première séance.

On résolut aussi d'ajourner le congrès du Nord au 10 octobre et de le réunir non en Finlande, mais à Pétrograd. Obligation était faite au Soviet de Pétrograd de prendre part aux travaux du congrès. En outre, on avait décidé d'inviter au congrès le Soviet de Moscou. Par cette décision, le Comité central soulignait l'importance considérable que l'on attachait au congrès du Nord. C'était comme une revue générale des forces à la veille de l'insurrection. Ses décisions devenaient un modèle à suivre par tous les congrès régionaux des Soviets. À ce congrès on allait pouvoir mobiliser les masses pour préparer l'insurrection.

Afin de transformer les résolutions du congrès du Nord en directives, Staline proposa de faire coïncider avec ce congrès, dont l'ouverture avait été fixée au 10 octobre, une conférence du Parti, des membres du Comité central, élargie aux militants de Pétrograd et de Moscou. La proposition de Staline fut acceptée. On renonça à convoquer un congrès du Parti, on ne pouvait détourner l'attention des préparatifs de l'insurrection. Toutes les forces devaient être concentrées sur un seul problème : l'insurrection.

---

<sup>29</sup> V. I. Lénine, « La crise est mûre », *Œuvres*, t. XXI, pp. 240-241 (3<sup>e</sup> éd. russe), pp. 296-297 (É.S.I.).

Le lendemain, 7 octobre, le Préparlement tenait ses assises au Palais Marie. À la séance solennelle d'ouverture assistaient les représentants des institutions de la capitale, les ministres et les gros fonctionnaires. À droite et au centre de la salle siégeaient les cadets. Les gros commerçants de Moscou, les manitous industriels de Pétrograd, les grands propriétaires fonciers de la province, les koulaks et les propriétaires d'immeubles s'étaient rassemblés pour statuer sur les « destinées de la révolution ». Parmi eux s'agitaient, obséquieux, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Et tous, l'air sévère et l'œil aux aguets, regardaient vers les bancs de gauche où se tenaient les bolchéviks.

Kérenski ouvre la séance. Aux applaudissements approuvateurs de la droite et du centre, il se plaint véhémentement que personne ne l'écoute, que les bolchéviks se sont rendus maîtres de l'armée.

Après Kérenski, c'est la vétuste « grand-mère » socialiste-révolutionnaire Brechko-Brechkovskaïa qui prend la parole. Avec des criailleries séniles, elle évoque le calme du début de la révolution et le compare à l'agitation qui règne partout aujourd'hui. Avksentiev, socialiste-révolutionnaire de droite, élu président du Conseil de la République de Russie, prononce un discours emphatique et vide de sens. Puis ce sont de longues et fastidieuses élections de secrétaires et sous-secrétaires. Pendant ce temps, les « chefs » du Préparlement se concertent sur la façon dont on pourrait empêcher les bolchéviks d'intervenir dans la séance. Les bolchéviks insistent ; ils demandent la parole pour donner lecture d'une déclaration. Enfin, après force réclamations de leur part, Avksentiev passe la parole à un des représentants de la fraction bolchévik. La déclaration bolchévik fait bondir les députés bourgeois et conciliateurs. Ils sont hors d'eux en entendant caractériser le ministère Kérenski comme un « gouvernement traître au peuple ». Ils font du vacarme et veulent empêcher les bolchéviks de poursuivre la lecture de leur déclaration.

— À bas de la tribune ! hurlent les cadets, écumant de rage.

— Silence, les Kichkine-Bourychkine ! ripostent les bancs bolchéviks.

Furieux d'avoir été démasqués, les coopérateurs, les cadets des doumas municipales, les conciliateurs des comités exécutifs qui n'avaient pas été renouvelés depuis longtemps, bondissent de leurs sièges ; la face tordue de haine, ils se précipitent les poings hauts vers la tribune. Sous une grêle d'injures et d'insultes lancées par les cadets et les jusqu'aboutistes, les bolchéviks, après avoir donné lecture de leur déclaration, quittent la salle.

Une voix mauvaise et qui veut être ironique les reconduit :

— Bon voyage !

— On se reverra ! prophétisent les bolchéviks.

Le Comité central avait brisé la résistance des saboteurs.

Le Parti rompit avec le Préparlement, où les kornilovistes, couverts par les conciliateurs, fomentaient une attaque contre la révolution. Les ouvriers et les travailleurs avaient compris qu'il n'y avait plus place pour les illusions pacifistes. Seule une lutte pleine d'abnégation pouvait faire aboutir la révolution.

Le premier complot des kornilovistes a échoué, *écrivait Staline après le départ des bolchéviks du Préparlement*. Mais la contre-révolution n'est pas brisée. Elle a simplement reculé, elle s'est retranchée derrière le dos du gouvernement Kérenski et s'établit sur de nouvelles positions...

Les ouvriers et les soldats, les paysans et les matelots doivent savoir que la lutte se poursuit pour la *paix* et le *pain*, pour la *terre* et la *liberté*, contre les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, contre les spéculateurs et les maraudeurs, contre les traîtres et les félons, contre tous ceux qui ne veulent pas en finir une fois pour toutes avec la réaction korniloviste en voie de s'organiser.

Les partisans de Kornilov mobilisent leurs forces, préparez-vous à la riposte.<sup>30</sup>

Au reçu de la décision du Comité central qui le rappelait à Pétrograd, Lénine résolut de prendre le train jusqu'à la station de Raivola, sur la frontière finlandaise, et, de là, d'achever le voyage sur la locomotive du mécanicien Jalava, jusqu'à la station d'Oudelnaïa.

De nouveau, on grima et on travestit Lénine. Le 7 octobre, à 2h25, les voyageurs prirent le train. Il avait été entendu que Lénine et son compagnon Rahja n'entreraient pas dans le wagon, mais resteraient sur la plate-forme. Ils parleraient en finlandais, Lénine répondrait de temps à autre par monosyllabes : « jo » ou « ei », ce qui veut dire : oui, non.

Le wagon était bondé. Rahja, comme c'était convenu, se mit à parler en finlandais. Lénine lui répondait au hasard : là où il fallait dire oui, Vladimir Ilitch secouait la tête en signe de dénégation et, là où il fallait dire non, il répondait par un oui bref.

Cependant, le voyage jusqu'à Raivola se passa sans encombre. À la descente du train, Lénine longea la voie ferrée jusqu'à l'endroit où Jalava chargeait du bois de chauffage sur son *tender*, à un kilomètre et demi à peu près de la station. Vladimir Ilitch se cacha dans les buissons ; son compagnon

---

<sup>30</sup> J. Staline, « La contre-révolution mobilise ses forces — Préparez-vous à la riposte ». Dans : *Sur la route d'Octobre*. Articles et discours. Mars-octobre 1917. 2<sup>e</sup> éd. Léninegrad, Éditions d'État, 1925, pp. 200-201. Cf. Lénine-Staline, *La Révolution russe de 1917*, p. 331.

se hissa sur la locomotive. Jalava, inquiet, lui chuchota que deux individus semblaient surveiller la locomotive ; il conseillait aux voyageurs de s'acheminer vers la station : il les rejoindrait. Lénine se mit en route, longeant la voie ferrée. Il ne restait plus qu'une minute jusqu'au départ du train et Jalava n'arrivait pas. Enfin, la locomotive parut, roulant à toute vitesse. Jalava freina brusquement ; Lénine monta sur la locomotive, et Jalava, sans heurt ni secousse, ramena la locomotive vers le convoi.

Dans la nuit, Lénine arriva à la petite gare de banlieue d'Oudelnaïa. De là il gagna Pétrograd — le quartier de Vyborg — à pied. Avant toutes choses, Lénine demanda à voir Staline. L'entrevue eut lieu le 8 octobre et dura plusieurs heures. Staline informa Lénine sur les préparatifs de l'insurrection. Vladimir Ilitch l'interrogea avidement sur l'état d'esprit qui régnait dans les régiments et les usines.

On ne réussit pas à convoquer pour le 10 octobre une conférence élargie du Parti, mais il y eut une séance du Comité central qui réunit douze personnes. Pour la première fois depuis les journées de juillet, Lénine paraissait à une séance du Comité central. Il eût été difficile de reconnaître Vladimir Ilitch : sans barbe ni moustache, coiffé d'une perruque grise sur laquelle il passait constamment ses deux mains. Les assistants félicitèrent Lénine d'avoir fait bon voyage. On admirait l'adresse avec laquelle il avait su tromper la vigilance des limiers de Kérénski.

Sitôt passées les premières effusions, Vladimir Ilitch, que Staline avait mis au courant des événements, insista pour que l'on abordât la question essentielle.

Lénine n'avait pas pris part aux séances du Comité central depuis près de trois mois.

Les membres du Comité central lui communiquèrent les informations de la dernière heure.

Sverdlov expose la situation sur les fronts nord et ouest. L'état d'esprit y est bolchévik. La garnison de Minsk nous est acquise, mais quelque chose s'y trame. Entre le G. Q. G. et l'état-major du front, de mystérieux pourparlers se poursuivent. On achemine des cosaques sur Minsk. De l'agitation se fait contre les bolchéviks. Visiblement, on se prépare à encercler et désarmer les troupes révolutionnaires.

Après Sverdlov, Lénine fit un rapport sur la situation générale.

Il souligna de nouveau toute l'importance qu'il y avait à préparer minutieusement le côté technique de l'insurrection et montra l'insuffisance de ce qui avait été fait jusque-là. La situation politique est mûre, les masses attendent des actes ; elles sont lasses des résolutions et des paroles. Le

mouvement agraire s'oriente, lui aussi, vers la révolution. La situation internationale est telle que les bolchéviks doivent prendre l'initiative.

Politiquement, *conclut Lénine*, la situation est tout à fait mûre pour le passage du pouvoir...

Il faut parler du côté technique. Tout est là... <sup>31</sup>

Lénine souligna à deux reprises dans son rapport que la situation politique était mûre et qu'il ne s'agissait plus que de fixer la date de l'insurrection. Il proposa explicitement de mettre à profit le congrès des Soviets de la région du Nord et la volonté d'agir de la garnison de Minsk, acquise aux idées bolchéviks « pour déclencher une action décisive. » <sup>32</sup>

Il était convaincu de la nécessité d'agir sans délai, car « tout retard équivalait à la mort » ; il proposait de saisir la première occasion pour déclencher le mouvement à Pétrograd, à Moscou, à Minsk ou à Helsingfors, au choix. Mais la *bataille décisive*, dans toutes ces conditions, indépendamment du prétexte et de l'endroit où commencerait l'insurrection, *devait être livrée à Pétrograd, centre politique du pays et foyer de la révolution*.

Dès lors, pour Lénine, il ne s'agissait plus que de fixer la *date* de l'insurrection, l'action elle-même étant chose décidée tant pour lui que pour le Comité central.

Lénine formula ses conclusions dans une brève résolution qui exposait avec une netteté et une précision saisissantes la directive du Parti.

Le Comité central reconnaît que la situation internationale de la révolution russe (insurrection dans la flotte allemande comme manifestation extrême de la croissance, dans toute l'Europe, de la révolution socialiste mondiale ; menace du monde impérialiste d'étrangler la révolution russe), ainsi que la situation militaire (décision indéniable de la bourgeoisie russe et de Kérenski et consorts, de livrer Pétrograd aux Allemands), de même que la conquête de la majorité dans les Soviets par le Parti du prolétariat, — tout cela joint au soulèvement paysan et au revirement de la confiance populaire en faveur de notre Parti (élections de Moscou) ; enfin, la préparation manifeste d'une deuxième aventure Kornilov (retrait des troupes de Pétrograd, transport de cosaques sur cette ville, encerclement de Minsk par les cosaques, etc.), — tous ces faits mettent à l'ordre du jour l'insurrection armée.

---

<sup>31</sup> V. I. Lénine, « Séance du Comité central du P.O.S.D.R. 23 (10) octobre 1917 », *Œuvres*, t. XXI, p. 326 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 397 (É.S.I.).

<sup>32</sup> *Idem*, p. 329 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 399 (É.S.I.).

Reconnaissant ainsi que l'insurrection armée est inévitable et arrivée à pleine maturité, le Comité central invite toutes les organisations du Parti à s'inspirer de ce fait et à examiner et résoudre de ce point de vue toutes les questions pratiques (congrès des Soviets de la région du Nord, retrait des troupes de Pétrograd, actions de Moscou et de Minsk, etc.).<sup>33</sup>

La résolution de Lénine fut adoptée par dix voix, contre deux. Sur la proposition de Dzerjinski on décida de

former un Bureau politique choisi parmi les membres du Comité central, afin d'assurer la direction politique pour la plus proche période.<sup>34</sup>

Deux hommes seulement — Kaménev et Zinoviev — se sont affirmés contre Lénine à la séance du Comité central. Tous deux élevèrent une série d'objections. La situation internationale, à ce qu'ils prétendaient, nous était défavorable. Le prolétariat ne nous soutiendrait pas activement. Les Allemands auraient tôt fait de s'entendre avec leurs adversaires et fonderaient sur la révolution. Nous n'avions pas la majorité dans le pays : seuls les ouvriers et une partie des soldats nous étaient acquis ; les autres restaient douteux. Mieux valait occuper une position *défensive*, déclarèrent Zinoviev et Kaménev. La bourgeoisie n'oserait pas ne pas convoquer l'Assemblée constituante. Or, dans cette assemblée, nous aurions le tiers des sièges. La petite bourgeoisie penchant vers les bolchéviks, nous formerions avec les socialistes-révolutionnaires de « gauche » un bloc prépondérant au sein de l'Assemblée constituante qui, de ce fait, appliquerait notre politique.

Ainsi, Kaménev et Zinoviev faisaient table rase de tout ce que le prolétariat russe avait acquis au prix de souffrances sans nom dans sa lutte contre le tsarisme et la bourgeoisie.

Dans les combats incessants livrés aux opportunistes, Lénine avait patiemment enseigné qu'il ne suffit pas de reconnaître en paroles la lutte de classes. La bourgeoisie elle-même ne la nie pas. Mais, celui-là seul est un vrai marxiste qui pousse la conception de la lutte de classes jusqu'à la dictature du prolétariat. Le bolchévisme a grandi, s'est fortifié et aguerri justement dans la lutte pour la dictature du prolétariat.

---

<sup>33</sup> V. I. Lénine, « Séance du Comité central du P.O.S.D.R. 23 (10) octobre 1917 », *Œuvres*, t. XXI, p. 330 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 400 (É.S.I.).

<sup>34</sup> *Procès-verbaux du Comité central du P.O.S.D.R.* Août 1917-février 1918. Moscou, Éditions d'État, 1929, p. 100.

À l'instant redoutable, décisif, qui allait couronner toute une période d'histoire de la lutte du Parti bolchévik, Kaménev et Zinoviev occupaient une position menchevik de trahison, la position de Kautsky, c'est-à-dire celle de l'intégration pacifique dans le socialisme par la voie parlementaire, par l'Assemblée constituante. Au fond, Zinoviev et Kaménev défendaient furieusement le capitalisme.

Comme tous les traîtres, ils estimaient que la force décisive était du côté de l'ennemi, que seuls les rangs adverses étaient solides.

L'ennemi, prétendaient Zinoviev et Kaménev, dispose de troupes bien organisées, de canons, et puis de cosaques, et puis de bataillons de choc, et puis d'une armée... Pour ce qui est de nous, « le moral n'est même pas suffisant dans les usines et dans les casernes ». <sup>35</sup>

En vérité, la peur a de grands yeux !

Le Comité central bolchévik riposta énergiquement aux champions du capitalisme. Personne ne soutint les capitulards. La résolution de Lénine devint une directive pour le Parti bolchévik tout entier.

La séance du Comité central prit fin tard dans la nuit. Dehors, il bruina. Ça et là de rares becs de gaz perçaient le brouillard. Dzerjinski enleva son imperméable et en couvrit les épaules de Lénine. Celui-ci voulut protester, mais Dzerjinski tint bon :

— Pas de réplique ! Vous mettez mon imperméable, ou je ne vous laisse pas sortir. <sup>36</sup>

Le chemin était long pour rentrer. Lénine consentit à passer la nuit chez un ouvrier qui occupait dans le voisinage une toute petite chambre, rue Pevtcheskaïa. Sur cet emplacement s'élèvent aujourd'hui les bâtiments de l'usine « Electropribor ».

L'ouvrier offrit son lit à Lénine ; mais Vladimir Ilitch refusa net et se coucha par terre, avec, sous sa tête, quelques livres en guise d'oreiller.

---

<sup>35</sup> *Procès-verbaux du Comité central du P.O.S.D.R.* Août 1917-février 1918. Moscou, Éditions d'État, 1929, p. 107.

<sup>36</sup> E. Rahja, *Lénine en 1917*. Documents du secrétariat de la rédaction principale de l'*Histoire de la guerre civile*. Fonds du t. II de l'H.G.C.



## LE CONGRÈS DES SOVIETS DE LA RÉGION DU NORD

Tandis que le Comité central bolchévik tenait séance, les délégués du congrès des Soviets de la région du Nord se rassemblaient à Smolny le 10 octobre. Sverdlov avait prévenu les organisateurs et dirigeants du congrès qu'il importait d'en ajourner l'ouverture au 11 octobre. Le 10 octobre au soir se tint seulement une conférence préliminaire des congressistes. On élut la commission des mandats, on arrêta l'ordre du jour.

Le congrès réunissait les représentants de Pétrograd, Moscou, Novgorod, Staraïa Roussa, Borovitchi, Reval, Iouriev, Arkhangelsk, Volmar, Cronstadt, Gatchina, Tsarskoïé-Sélo, Tchoudovo, Sestroretsk, Schlussembourg, Vyborg, Helsingfors, Narva, Aabo et Kotka. Ne s'étaient pas fait représenter Pétrozavodsk, Tikhvine, Pavlovsk, Venden, Pskov.

Au total, 94 délégués dont 51 bolchéviks, 24 socialistes-révolutionnaires de « gauche » ; 4 socialistes-révolutionnaires maximalistes, 1 menchévik internationaliste, 10 socialistes-révolutionnaires de droite et 4 menchéviks jusqu'aboutistes.

Lénine attachait une extrême importance à ce congrès. Dès le 8 octobre, il adressait une lettre « Aux camarades bolchéviks, délégués au congrès des Soviets de la région du Nord ». Dans cette lettre, il disait nettement que le congrès des Soviets de la région du Nord devait être prêt à prendre le pouvoir, à déclencher l'insurrection.

Impossible d'attendre le congrès des Soviets de Russie que le Comité exécutif central peut faire traîner même jusqu'au mois de novembre ; impossible de tarder, car ce serait permettre à Kérénski de faire venir un supplément de troupes kornilovistes.<sup>37</sup>

Impossible de tarder plus longtemps. L'heure de l'action a sonné...

Et Lénine, infatigable, répète encore et encore ses arguments en faveur de l'insurrection. Il ne s'agit pas d'adopter de nouvelles résolutions.

Il s'agit, *écrivait Vladimir Ilitch*, de l'insurrection que peuvent et doivent décider Pétrograd, Moscou, Helsingfors, Cronstadt, Vyborg et Reval. Devant *Pétrograd*, et dans Pétrograd, voilà où peut et doit être décidée et réalisée cette insurrection, avec

---

<sup>37</sup> V. I. Lénine, « Lettre aux camarades bolchéviks délégués au congrès des Soviets de la région du Nord », *Œuvres*, t. XXI, p. 324 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 396 (É.S.I.).

le maximum de préparation et de sérieux, le plus rapidement et le plus énergiquement possible.<sup>38</sup>

Et Lénine esquisse le plan de l'insurrection. Il propose de faire marcher les régiments des plus proches garnisons sur Pétrograd, de requérir la flotte de Cronstadt, d'Helsingfors, de Reval, de battre les unités kornilovistes, de soulever les deux capitales et de renverser le gouvernement Kérenski, de former un pouvoir à soi, de proposer immédiatement la paix aux États en guerre et de remettre la terre aux paysans.

Le chef de la révolution avait formulé aussi le mot d'ordre de l'insurrection :

Kérenski a de nouveau amené les troupes kornilovistes devant Pétrograd, pour empêcher la remise du pouvoir aux Soviets. Pour empêcher ce pouvoir de proposer tout de suite la paix, pour empêcher la remise immédiate de toutes les terres aux paysans, pour livrer Pétrograd aux Allemands, et lui-même s'enfuir à Moscou ! Voilà le mot d'ordre d'insurrection que nous devons faire circuler le plus largement possible et qui aura un immense succès.<sup>39</sup>

La lettre de Lénine fut discutée à la fraction bolchévik du congrès. Celle-ci se réunit dans la matinée du 11 octobre, après la séance décisive du Comité central. La conférence avait lieu à Smolny, dans la vaste pièce n° 18, où les bolchéviks siégeaient à l'ordinaire.

Au nom du Comité central, un rapport fut fait sur la directive adoptée. Tout en évitant le mot « insurrection », le rapporteur déclara que l'époque des phrases générales sur le passage du pouvoir aux Soviets était révolue, que le moment était venu de poser concrètement la question : quand, quel motif utiliser ? Peut-être le congrès allait-il être l'organisation qui déclencherait l'action.

Les dirigeants du congrès avaient été informés par Sverdlov de la décision du Comité central. Elle était également connue d'un grand nombre de délégués bolchéviks. Et le rapport les mettait directement en face du problème de l'insurrection. Tous sentaient approcher le moment décisif. D'instinct, on se retournait à chaque bruit, comme si l'on eût attendu que la porte s'ouvrît et que retentît un appel au combat.

---

<sup>38</sup> *Idem*, p. 325 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 397 (É.S.I.).

<sup>39</sup> V. I. Lénine, « Lettre aux camarades bolchéviks délégués au congrès des Soviets de la région du Nord », *Œuvres*, t. XXI, p. 324 (3<sup>e</sup> éd. russe), p. 396 (É.S.I.).

Dans la soirée du même jour, 11 octobre, le congrès inaugurerait ses travaux.

Du haut de la tribune partent des discours ardents, enflammés. Le représentant du Soviet de Pétrograd parle du danger qui menace la ville. Il annonce que le Gouvernement provisoire s'apprête à évacuer les deux tiers de la garnison de Pétrograd.

Il conclut :

— Le sort de Pétrograd est en jeu !<sup>40</sup>

Puis c'est un marin de la flotte de la Baltique qui prend la parole :

— Évacuer la garnison de Pétrograd, c'est trahir la révolution !

S'adressant au congrès, il ajoute :

— La flotte de la Baltique vous dit : restez ici et défendez les intérêts de la révolution. Restez ici et veillez au salut de la révolution !

Les paroles du matelot sont couvertes par une rafale d'applaudissements. Le congrès adresse un message de salutations à la flotte de la Baltique.

Le représentant de Moscou déclare qu'au moment du danger la garnison et le prolétariat de cette ville ne resteront pas des spectateurs impassibles.

Le représentant du comité régional de Finlande déclare :

— En Finlande, les Soviets sont dès maintenant les organismes du pouvoir révolutionnaire. Le comité régional contrôle l'activité des fonctionnaires gouvernementaux. Pas un ordre du Gouvernement provisoire n'est exécuté en Finlande s'il n'a pas été signé par le commissaire du comité régional.<sup>41</sup>

L'un après l'autre, les délégués de province montent à la tribune. Les représentants des Soviets de la province de Pétrograd, du Soviet de Helsingfors, de Cronstadt, viennent saluer le congrès. Tous sont unanimes à déclarer qu'il est nécessaire de convoquer au plus vite le II<sup>e</sup> congrès des Soviets.

Soudain, l'ardente unanimité du congrès est troublée par une note discordante. Le menchévik Moukhanov paraît à la tribune et fait une déclaration urgente :

— Pour plusieurs raisons, la fraction menchévik doit se retirer du congrès.

---

<sup>40</sup> « Congrès des Soviets de la région du Nord ». *Rabotchi Pout* [La voie ouvrière], n° 35, 13 octobre 1917.

<sup>41</sup> *Ibidem*.

Déclaration qui ne produit aucune impression sur les délégués. Ils se détournent avec humeur de Moukhanov comme d'une mouche importune. Le congrès renvoie tranquillement l'examen de cette déclaration à la séance du lendemain. Le malencontreux orateur menchévik quitte la tribune en jetant autour de lui des regards éperdus. Il est remplacé par le soldat bolchévik Golovov, délégué de la garnison de Vyborg.

— Aujourd'hui, à Vyborg, le pouvoir appartient au Soviet. Celui-ci s'est emparé du télégraphe ; il a destitué le chef du corps d'armée et le commandant de la forteresse.<sup>42</sup>

À Reval, ainsi que l'affirme le délégué Riabtchinski, règne la même ardeur au combat.

Cependant les conciliateurs ne se tiennent pas pour battus. Au nom de la délégation de Novgorod, le menchévik Abramovitch fait à son tour une déclaration urgente. Il annonce que leur délégation a reçu du Comité exécutif des organisations d'armée du front nord, une dépêche l'invitant à abandonner le présent congrès. Cependant les membres de la délégation de Novgorod n'entendent pas quitter le congrès. Krylov, délégué de la ville de Borovitchi, province de Novgorod, répond vertement à Abramovitch. Il refuse d'obéir aux injonctions de ce Comité conciliateur et assure le congrès que

la garnison de Borovitchi appuiera par la force la revendication du congrès de la région du Nord.<sup>43</sup>

Et, de nouveau, c'est un long défilé de soldats, de matelots, d'ouvriers. Beaucoup d'entre eux — délégués du front — sont venus au congrès secrètement, après avoir vaincu maint obstacle dressé sur leur chemin par les autorités militaires. Au congrès assistent les mandataires des « habitants des tranchées » des fronts ouest, sud-ouest et du front roumain. Tous s'empressent de joindre leur voix à la revendication des soldats et des matelots de la région du Nord : « Tout le pouvoir aux Soviets ! »

Le délégué du régiment Volynski répond au nom de la garnison de Pétrograd :

— Aussi longtemps que le pouvoir sera détenu par ce gouvernement, le régiment ne quittera pas Pétrograd. Ou, s'il lui faut partir, il emmènera avec

---

<sup>42</sup> « Congrès régional des Soviets du Nord ». *Retch* [La parole], n° 240, 12 octobre 1917.

<sup>43</sup> *Ibidem*.

lui le Gouvernement provisoire <sup>44</sup>, conclut l'orateur salué par des approbations et des rires unanimes.

Les délégués des organisations paysannes qui assistent au congrès soutiennent sans réserve les revendications des soldats et des ouvriers. Le représentant du Comité exécutif du Soviet des députés paysans de Pétrograd insiste pour que le pouvoir passe immédiatement aux Soviets. La revendication des délégués de Pétrograd est soutenue aussi par un délégué paysan, représentant du comité agraire de la province de Kherson ; celui-ci expose devant le congrès la pénible situation de la population rurale de cette province ; il dit que la campagne ne fait pas confiance au Gouvernement provisoire. Les paysans, déclare-t-il, ne donneront plus un grain de blé tant que les Soviets n'auront pas pris le pouvoir en main. <sup>45</sup>

Là-dessus se terminent les travaux de la première journée du congrès. Celui-ci a montré l'ardeur révolutionnaire de la flotte, des garnisons et des usines qui, dans la région du Nord, se rangeaient entièrement aux côtés des bolchéviks. C'est ce que même les contre-révolutionnaires et les conciliateurs ont dû reconnaître, bien malgré eux. Des journaux bourgeois comme *Den* [Le jour] et *Outro Rossii* [Le matin de la Russie], annonçant l'ouverture du congrès des Soviets de la région du Nord, se virent obligés d'avouer que la victoire était restée aux bolchéviks.

Cette ardente unanimité du congrès effraya les conciliateurs. Le lendemain matin, tous leurs journaux publiaient une décision du Bureau du Comité exécutif central affirmant l'« incompétence » du congrès. Jusque-là, le Comité exécutif central socialiste-révolutionnaire et menchévik n'avait rien objecté à la tenue du congrès. Mais, dès qu'il apparut que la composition en était bolchévik et l'esprit véritablement révolutionnaire, les conciliateurs se mirent à protester. Le Comité exécutif central déclara que, pour lui, ces assises n'étaient qu'une conférence privée. Les motifs invoqués, c'était que le congrès aurait été convoqué « au mépris du droit » par le Soviet de Helsingfors, qu'un représentant du Soviet de Moscou y assistait, tandis que certains Soviets de la région du Nord n'étaient point représentés ; qu'enfin le Comité exécutif central n'avait pas été informé de la convocation du congrès.

Au matin du 12 octobre, les conciliateurs se présentent dans la salle des séances ; ils arborent des visages joyeux, animés. Ils se frottent les mains de contentement, ils se rassemblent par groupes, chuchotent dans les coins,

---

<sup>44</sup> « Congrès régional des Soviets du Nord ». *Retch* [La parole], n° 240, 12 octobre 1917.

<sup>45</sup> « Congrès des Soviets de la région du Nord ». *Rabotchi Pout*, n° 35, 13 octobre 1917.

brandissent d'un air de triomphe des journaux frais parus qui publient la décision du Comité exécutif central sur l'incompétence du congrès. Les menchéviks montent à la tribune. Bogdanov prend le premier la parole. Il déclare que les menchéviks se rallient à la décision du Comité exécutif central et refusent de participer aux travaux ultérieurs du congrès. Ils ne restent là « qu'aux fins d'information ».

La déclaration de la fraction menchévik n'éveille aucune sympathie parmi les délégués. Sur les bancs retentissent des exclamations impatientes : « Assez parlé ! Travaillons ! »

Les socialistes-révolutionnaires de droite eux-mêmes craignent de soutenir ouvertement les menchéviks.

Sur la proposition de la fraction bolchévik le congrès adopte une résolution dénonçant la politique de trahison du Comité exécutif central.

Après quoi on passe à l'examen de la situation générale.

La proposition ferme, déposée par les bolchéviks, de remettre immédiatement le pouvoir aux Soviets terrifie les socialistes-révolutionnaires de « gauche ».

Kolégav se lamente peureusement :

— Les bolchéviks veulent porter la question du pouvoir dans la rue ; ils refusent de la régler par la voie parlementaire.<sup>46</sup>

Chichko, matelot de Cronstadt, simple membre de ce même parti, refuse de soutenir le leader des socialistes-révolutionnaires de « gauche ». Selon lui, bolchéviks et socialistes-révolutionnaires de « gauche » doivent lutter en commun pour la prise du pouvoir. Le représentant du XXXIII<sup>e</sup> corps d'armée fait part au congrès du mandat impératif des soldats. Ceux-ci attendent la signature immédiate de la paix, la confiscation des terres appartenant aux particuliers, l'imposition impitoyable des grands capitaux et des grandes propriétés, la confiscation des profits de guerre.<sup>47</sup>

Le congrès adopte la résolution suivante :

Le pouvoir de coalition a désorganisé, saigné à blanc et martyrisé le pays. La Conférence dite démocratique a lamentablement fait faillite. Les ouvriers, les soldats et les paysans conscients répudient, indignés, la politique d'entente avec la bourgeoisie, funeste politique de trahison... L'heure est venue où seule une action unanime et décidée de tous les Soviets peut sauver le pays et la révolution et régler

---

<sup>46</sup> « Congrès régional des Soviets des députés ouvriers et soldats du Nord ». *Retch* [La parole], n° 241, 13 octobre 1917.

<sup>47</sup> « La voix du front ». Mandat aux délégués du XXXIII<sup>e</sup> corps d'armée, *Rabotchi Pout*, n° 37, 15 octobre 1917.

la question du pouvoir central. Le congrès appelle tous les Soviets de la région à passer aux actes.<sup>48</sup>

Dans un rapport détaillé sur la situation politique et militaire, le représentant bolchévik expose devant les délégués — matelots, soldats et ouvriers, — les plans de Lénine et la décision prise par le Comité central bolchévik sur l'insurrection armée. Il ne se sert pas du mot « insurrection », mais, dans les conditions légales du congrès, il dit qu'on doit écarter le Gouvernement provisoire et conquérir le pouvoir des Soviets.

Le représentant des bolchéviks de la capitale annonce la formation à Pétrograd d'un Comité militaire révolutionnaire, lequel aura la haute main sur toutes les forces armées. En réponse, le représentant de la fraction des socialistes-révolutionnaires de « gauche » déclare que ces derniers se rallient à la proposition de former des comités militaires révolutionnaires de soldats.

Dans un appel adressé aux garnisons de la région du Nord, le congrès les convie à prendre toutes mesures utiles en vue de développer et de renforcer leur préparation au combat. Le congrès invite les Soviets locaux à suivre l'exemple du Soviet de Pétrograd, à former des comités militaires révolutionnaires, afin d'organiser la défense militaire de la révolution.

La question agraire retient tout particulièrement l'attention du congrès.

Celui-ci adopte un appel aux paysans, les engageant à appuyer la lutte pour le pouvoir.

La paysannerie doit savoir que ses fils sont dans les tranchées, dans les casernes et sur les navires de guerre ; que les ouvriers des usines se rangent à ses côtés et que les jours du combat décisif sont proches où les ouvriers, les soldats et les matelots révolutionnaires se lèveront dans la lutte pour la terre, pour la liberté, pour une paix équitable. Ils établiront le pouvoir ouvrier et paysan des Soviets des députés paysans, ouvriers et soldats.<sup>49</sup>

Sur la proposition des bolchéviks, on décide d'organiser un comité de la région du Nord, qui assurera la convocation du congrès des Soviets de Russie et coordonnera l'activité de tous les Soviets de la région.

17 membres sont élus au comité régional, dont 11 bolchéviks et 6 socialistes-révolutionnaires de « gauche ».

---

<sup>48</sup> « Congrès des Soviets de la région du Nord ». *Rabotchi Pout*, n° 35, 13 octobre 1917.

<sup>49</sup> *Ibidem*.

Avant la clôture des assises, de nombreuses délégations apparaissent dans la salle. Une forêt de baïonnettes entoure la tribune. Les représentants des tirailleurs lettons saluent le congrès.

Dès le premier jour de la révolution, déclarent-ils, les Lettons ont formulé le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Et, maintenant que Pétrograd révolutionnaire s'apprête à appliquer ce mot d'ordre, les tirailleurs lettons, qui comptent 40 000 baïonnettes, sont prêts à lui donner tout leur appui.<sup>50</sup>

Succédant aux Lettons, les délégués de l'usine Oboukhov viennent à la tribune.

— Notre usine soutient sans réserve les bolchéviks<sup>51</sup>, déclarent avec véhémence les ouvriers.

Les déclarations de toutes les délégations sont empreintes d'une seule pensée, d'une seule volonté : mener une lutte à mort. Lettons, matelots et ouvriers de Pétrograd appellent à l'insurrection.

Les centaines de personnes remplissant la salle des fêtes de Smolny répondent par des applaudissements en rafale, des hourras assourdissants et le chant de *L'Internationale*.

Le Comité exécutif central des conciliateurs essaya de jeter le discrédit sur le congrès des Soviets de la région du Nord. Il proclama que les décisions du congrès apportaient la désorganisation.

Les conciliateurs comprenaient que l'appel adressé directement par le congrès des Soviets de la région du Nord aux comités de régiment, aux soldats, aux matelots, aux ouvriers et aux paysans, les invitant à prendre en main les élections au II<sup>e</sup> congrès des Soviets de Russie, était en réalité un coup porté au Comité exécutif central. Et c'est ce que les conciliateurs craignaient par-dessus tout.

Pendant les travaux du congrès de la région du Nord, le journal du Comité exécutif central socialiste-révolutionnaire et menchévik avait publié un article : « La crise de l'organisation soviétique », dans lequel l'auteur écrivait au nom de la rédaction :

Les Soviets ont été une excellente organisation pour lutter contre l'ancien régime, mais ils sont absolument incapables d'assumer la création d'un régime

---

<sup>50</sup> « Congrès des Soviets de la région du Nord ». *Rabotchi Pout*, n° 35, 13 octobre 1917.

<sup>51</sup> *Ibidem*.



nouveau : ils manquent de spécialistes, ils manquent d'expérience et de savoir-faire, ils manquent enfin d'une organisation proprement dite.<sup>52</sup>

Terrifiés par les succès des bolchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks essayaient de démontrer aux masses que les Soviets, comme forme d'organisation du pouvoir, étaient absolument incapables d'administrer le pays.

Nous avons bâti les Soviets de députés comme des baraquements provisoires destinés à abriter toute la démocratie, *écrivait le même auteur*. Aujourd'hui, à la place des baraquements, on élève l'édifice stationnaire du nouveau régime. Rien de plus naturel, par conséquent, que les hommes quittent peu à peu les baraquements pour aller s'installer dans des locaux plus confortables, au fur et à mesure qu'on achève la construction des étages.<sup>53</sup>

Les conciliateurs s'agitent, désespérés ; ils se lamentent, pressentant l'imminente tempête révolutionnaire. En proie à une terreur panique, ils en ont dit trop long, ils ont révélé la portée sociale de la politique d'entente : utiliser les Soviets pour détourner les masses de la révolution jusqu'au moment où la bourgeoisie aura solidement pris en main les rênes du gouvernement et sera devenue maîtresse de la situation dans le pays.

La fidélité des valets de la bourgeoisie fut aussitôt appréciée à sa valeur dans les salons du maître. La *Rousskaïa Volia* [La volonté russe], organe en vue de la contre-révolution, marquait sa satisfaction à propos de l'article paru dans les *Izvestia* :

Tout récemment encore... on ne pouvait parler des Soviets... que sur le ton le plus respectueux. Critiquer les organisations soviétiques était regardé comme une manifestation patente d'esprit contre-révolutionnaire.

Le jour est enfin venu où ce n'est plus la presse « contre-révolutionnaire », non plus que la presse « bourgeoise », qui parlent de la mort des Soviets ; c'est l'organe du Comité exécutif central des Soviets qui en parle ouvertement et de façon explicite.<sup>54</sup>

Les conciliateurs « socialistes » et la bourgeoisie contre-révolutionnaire avérée parlaient la même langue. Ce que les valets saisis de terreur avaient

---

<sup>52</sup> « La crise de l'organisation soviétique ». *Izvestia* (Les nouvelles) du Comité exécutif central du Soviet des députés ouvriers et soldats, n° 195, 12 octobre 1917.

<sup>53</sup> *Ibidem*.

<sup>54</sup> « La mort des Soviets » (éditorial). *Rousskaïa Volia*, n° 243, 13 octobre 1917.

révélé dans une crise de panique répondait entièrement aux plans de leurs maîtres contre-révolutionnaires. En organisant une nouvelle campagne contre les ouvriers et les paysans, la bourgeoisie réclamait avant tout la dissolution des Soviets.

La contre-révolution comprenait parfaitement l'immense portée des décisions prises par le congrès.

« L'état d'esprit de gauche, bolchévik, qui régnait au congrès régional des Soviets des députés ouvriers et soldats, dont les travaux ont pris fin hier, incite aux hypothèses les plus alarmantes »<sup>55</sup>, écrivait dès le lendemain du congrès le journal moscovite *Outro Rossii*.

Le journal *Den* annonçait qu'aux mots d'ordre formulés par le congrès des Soviets de la région du Nord « la province faisait écho, sans la moindre équivoque. »<sup>56</sup>

Le congrès eut une influence mobilisatrice considérable non seulement dans la région du Nord, mais bien au delà. Dès la clôture des assises, les congressistes regagnèrent la province, apportant partout les décisions du congrès, vérifiant et alertant les forces de la révolution.

Au congrès des Soviets de la région du Nord ont succédé plusieurs congrès des Soviets d'autres régions et districts. Tous ont été marqués par la volonté de combattre pour le pouvoir des Soviets.

---

<sup>55</sup> « À l'Institut Smolny ». *Outro Rossii*, n° 247, 14 octobre 1917.

<sup>56</sup> S. Klivanski, « La préparation de l'insurrection armée », *Den*, n° 189, 14 octobre 1917.